

RECONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER

La Roche aux Fées - 4 rue Armand JOUAULT - 35150 Janzé



POUVOIR ADJUDICATEUR	
GHT Haute Bretagne 2 rue Henri Le Guillou - 35 000 RENNES	
MAITRISE D'OUVRAGE	
CENTRE HOSPITALIER de la Roche aux Fées 4 rue Armand JOUAULT - 35150 Janzé	
ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	
A2MO Tour Alma 5 rue du Bosphore - 35200 RENNES	
MAITRISE D'OEUVRE	
AD QUATIO architectes 129 rue de Turenne - 75003 PARIS	

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

de SECURITÉ et de PROTECTION de la SANTÉ (PGCSPS)

N° d'affaire	Indice	Date	Phase Conception	Coordonnateur
230416	A	24/02/2025	Création du document	Feliciano AMARO
<i>Gestion des indices</i>				
Indice	Date	Motif		Par
B	29/03/2025	Harmonisation PGC / CCTP / CCAP		Nicolas POTIER

Table des Matières

PRÉAMBULE	5
1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS	5
1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.	5
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER	6
2.1. PRÉSENTATION DU PROJET	6
2.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération	6
2.1.2. Description sommaire des travaux	6
2.1.3. Plans et Documents de référence	7
2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux	7
2.1.5. Calendrier prévisionnel des travaux	7
2.1.6. Liste des Lots	7
2.1.7. Effectif prévisionnel global	7
2.1.8. Détermination du niveau du chantier	8
2.1.9. Déclaration Préalable	8
2.1.10. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs	9
2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES	10
2.2.1. Organismes de prévention	10
2.2.2. Organisme de secours	11
2.2.3. Organismes administratifs	11
2.2.4. Services concessionnaires	12
3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	13
3.1. INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER	13
Compte prorata	14
3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)	15
3.3. BASE DE VIE ET CLÔTURE DE CHANTIER	16
3.4. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	17
3.4.1. Généralités	17
3.4.2. Epuisement	17
3.4.3. Ouvrages et Réseaux enterrés et aériens (DICT)	17
3.4.4. Engins explosifs	18
3.4.5. Pollution des sols	18
3.4.6. Protection de l'environnement	18
3.5. MODALITÉS D'ACCÈS AU CHANTIER	19
3.5.1. Panneau de chantier	19
3.5.2. Visites d'inspection commune	19
3.5.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Santé (PPSPS)	19
3.5.4. Responsabilité des entrepreneurs	20
3.5.5. Emploi de personnel intérimaire	20
3.5.6. Formation à la sécurité	21
3.5.7. Entreprises sous-traitantes	21
3.5.8. Emploi d'entreprises étrangères	21
3.5.9. Registres obligatoires sur le chantier	22
3.5.10. Aptitude médicale	22
3.5.11. Visites de chantier de personnes tierces.	22
4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	23
4.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES ET VERTICALES	23
4.1.1. Voies de circulation horizontale	23
4.1.2. Mise en sécurité des abords bâtiment	24
4.1.3. Zone de stationnement	24
4.1.4. Gestion du trafic	25

4.1.5.	Circulation des véhicules et engins sur le chantier	25
4.1.6.	Livraison.....	26
4.1.7.	Circulations verticales des piétons	27
4.2.	LES CONDITIONS DE MANUTENTIONS DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATERIELS	27
4.2.1.	Manutentions manuelles	27
4.2.2.	Appareil de levage.....	27
4.2.3.	Vérifications périodiques des engins de chantier	28
4.2.4.	Grue à Tour.....	28
4.2.5.	Interférence de grue.....	29
4.2.6.	Grue mobile	29
4.2.7.	Accessoire de levage	30
4.2.8.	Monte matériaux	30
4.2.9.	Utilisation de treuils, palans, etc.	30
4.2.10.	Mise en place d'une recette d'étage	31
4.3.	DÉLIMITATION ET AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE	31
4.3.1.	Zone de stockage.....	31
4.4.	LES CONDITIONS DE STOCKAGE ÉLIMINATION DES DÉCHETS ET DES DÉCOMBRES	32
4.4.1.	Gestions des déchets.....	32
4.5.	LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS	33
4.5.1.	Produit et matériaux C.M.R. (Cancérogène Mutagène Reprotoxique)	33
4.5.2.	Poussière bois.....	33
4.5.3.	Silice.....	33
4.6.	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE ;	34
4.6.1.	Protections collectives	34
4.6.2.	Protections collectives sur les baies (allège inférieure < 1m)	35
4.6.3.	Protection en rives de dalles.....	36
4.6.4.	Protection des Trémies et réservations.....	36
4.6.5.	Protection des trémies d'ascenseur.....	36
4.6.6.	Echafaudages.....	36
4.6.7.	Utilisation de plate-forme élévatrices mobiles pour personne (PEMP)	37
4.6.8.	Installation électrique	37
4.6.9.	Distributions Electriques séparées	38
4.7.	LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTÉRACTIONS SUR LE SITE	38
4.7.1.	Généralités	38
4.7.2.	Chutes d'objets.....	38
4.7.3.	Coactivité des tâches.....	38
4.7.4.	Travaux VRD	39
4.7.5.	Stabilité des ouvrages maçonnés / voile béton /Prémur.....	40
4.7.6.	Protections des aciers	40
4.7.7.	Banches.....	40
4.7.8.	Pose de prédalle ou coffrage	40
4.7.9.	Mesures de sécurités spécifiques	40
5.	LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	42
5.1.	GÉNÉRALITÉS	42
5.2.	INTERFÉRENCES À PROXIMITÉ DU SITE.....	42
5.2.1.	Nettoyage des véhicules sortants sur les voies publiques et privées.....	42
6.	MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER	43
6.1.	MESURES GÉNÉRALES	43
6.2.	CANTONNEMENT	43
6.3.	RÉSEAUX DIVERS	43
6.4.	ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER	43
6.5.	CONTRÔLE D'ACCÈS.....	43

7. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS	44
7.1. <i>CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS</i>	44
7.2. <i>MOYENS DE PREMIERS SECOURS.....</i>	44
7.3. <i>OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE</i>	44
7.4. <i>CONDUITE À TENIR EN PRÉSENCE D'UN BLESSÉ</i>	44
7.5. <i>LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES.....</i>	44
7.6. <i>LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE</i>	45
7.7. <i>MESURES PRÉVUES POUR L'ÉVACUATION RAPIDE D'UN BLESSÉ.....</i>	45
7.8. <i>AFFICHAGE OBLIGATOIRE RÈGLEMENTAIRE.....</i>	45
8. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES	47
8.1. <i>MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS).....</i>	47
8.2. <i>GESTION DES SOUS-TRAITANTS</i>	48
8.3. <i>ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTÉRIEURES (DIUO).....</i>	48
8.4. <i>PRINCIPES DE RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL</i>	48
9. CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail)	49
9.1. <i>CONSTITUTION DU C.I.S.S.C.T.</i>	49
9.2. <i>REPRESENTATION ET ROLE</i>	49
9.3. <i>AFFICHAGE</i>	49
9.4. <i>REUNION</i>	49
9.5. <i>CONVOCATION.....</i>	49
9.6. <i>RÈGLEMENT</i>	49
10. ANNEXES	50

PRÉAMBULE

Cette opération sera réalisée en prenant en compte la réglementation sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur les chantiers de bâtiment, de génie civil et de Travaux Publics.

Le présent Plan Général de Coordination est établi en application de la Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993, du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, et des décrets en découlant. Ces textes modifient les dispositions du code du travail applicables aux opérations dans le B.T.P.

La décomposition ci-dessous de la mission de Coordination Sécurité Santé (SPS) permettra à chacun des intervenants de mieux comprendre ces obligations concernant cette réglementation.

1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS

Textes officiels

Loi n° 93.1418 du 31/12/1993 (modificatif des dispositions du Code du Travail pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs du BTP).

Décret n° 94.1159 du 26/12/1994 (dispositions particulières relatives à la coordination de Sécurité Santé pour certaines opérations de Bâtiment et Génie Civil)

Décret n° 95-607 et 95-608 du 6/5/1995 (Travailleurs indépendants et leurs employeurs)

Décret n° 2003-68 du 26/01/2003 (modification de la Coordination SPS).

Arrêté du 25/02/03 (liste des travaux à risques particuliers).

Décret n° 95-543 du 4/5/1995 (CISSCT).

Décret n° 2003.68 du 24/1/2003 concernant les prescriptions relatives à la modification de la coordination de sécurité dans le B.T.P.

Arrêté du 25/02/2003 énonçant la liste des travaux à risques particuliers.

Circulaire n° 96.5 du 10 avril 1996 (rappel des caractéristiques de la transposition de la directive européenne 92/57 CEE).

(Liste non limitative...)

1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.

SPS	Sécurité et Protection de la Santé
RJ	Registre Journal de Coordination
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
DREETS	Inspection du Travail
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé du Travail
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER

2.1. PRÉSENTATION DU PROJET

2.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération

RECONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER La Roche aux Fées - 4 rue Armand JOUAULT - 35150 Janzé



2.1.2. Description sommaire des travaux

Les travaux ont pour objet la reconstruction de l'établissement de « La Roche aux Fées » situé au 13 Rue du Bois Rouge, 35150 Janzé.



2.1.3. Plans et Documents de référence

Pour pouvoir rédiger ce Plan Général de Coordination, le Coordonnateur SPS s'est servi du PRO en date du 20/02/2025

2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux

Radon <i>En zone 3, un diagnostic radon est obligatoire pour les ERP.</i>	Concerné <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostique / Rapport N° : En attente du diagnostique Pas concerné <input type="checkbox"/>	Conclusions et/ou observations : Le projet est situé dans un département prioritaire pour la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants (présence potentielle de radon), il conviendra de se référer au décret n° 2002-460 du 4 avril 2002. La commune de JANZÉ est classée en catégorie 3 (risque fort).
D.T. (Réseaux) <i>Déclaration de projet de Travaux (DT)</i>	DT N° : à préciser si nécessaire (emprises privées : plans de récolement à diffuser aux entreprises)	Présence de réseaux à risques : Réseaux GAZ <input type="checkbox"/> - Réseaux HT enterrées <input type="checkbox"/> - Réseaux HT aériens <input type="checkbox"/> Chauffage Urbain <input type="checkbox"/> - Fibre optique <input type="checkbox"/> - Autres <input type="checkbox"/>
Evaluation environnementale	Concerné <input checked="" type="checkbox"/> Evaluation / Rapport de juillet 2023 N° : Pas concerné <input type="checkbox"/>	Conclusions et/ou observations : Se référer aux prescriptions de la notice environnementale.
Etude géotechnique des sols	Concerné <input checked="" type="checkbox"/> Etude / Rapport N° : 230294G2PRO Pas concerné <input type="checkbox"/>	Conclusions et/ou observations : Se référer aux prescriptions du rapport. Les conclusions du présent rapport seront prises en compte pour les installations de chantier et notamment pour la mise en place des engins de levage.

2.1.5. Calendrier prévisionnel des travaux

Délai : 32 mois
La date de démarrage reste à définir

2.1.6. Liste des Lots

Entreprises en corps d'états séparés	<input checked="" type="checkbox"/>	Macro-Lots	<input type="checkbox"/>
Entreprises générale	<input type="checkbox"/>	Pas défini lors de la rédaction du PGCSPS	<input type="checkbox"/>

Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants :

Estimation de 35 entreprises interviendront sur le projet.

2.1.7. Effectif prévisionnel global

Effectif moyen prévisionnel : 15 à 30 intervenants.

2.1.8. Détermination du niveau du chantier

Rappel :

Niveau 3 inférieur à 500 hommes / jours

Niveau 2 supérieur à 500 hommes /jours mais inférieur à 10 000

Niveau 1 supérieur à 10 000 hommes / Jours

Calcul du niveau sécurité du chantier :

Durée = 32 mois = 640 jours travaillés X Effectif moyen estimé = 30 ; Hommes jour estimé = 19 200 = hommes / jours. Au regard du volume Hommes -jours, le chantier est classé en 1^{er} catégorie au sens de l'article **R.4532-1** du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

2.1.9. Déclaration Préalable





(Arrêté du 7 mars 2008 - Art. L. 4532-1, 4532-2 et L.4533)

Elle est établie par le maître d'ouvrage. Sa diffusion doit intervenir 30 jours avant le démarrage des travaux vers :

- La DREETS / DDETS (Inspecteur du Travail dont dépend le chantier)
- La CARSAT (service prévention, risques professionnels)
- L'OPPBTB

Cette déclaration réglementaire dont le contenu est précisé par arrêté, sera affichée sur le chantier (tableau d'affichage) et sera mise à jour à réception des éléments complémentaires. (Entreprises, sous-traitants...).

2.1.10. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs

MO / MOE			
Pouvoir adjudicateur		Assistant à Maîtrise d'Ouvrage	
GHT Haute Bretagne 2 rue Henri Le Guillou 35 000 RENNES		A2MO Emmanuel MARCHAND Adeline HUET Tour Alma 5 rue du Bosphore 35200 RENNES 02 99 86 30 16 rennes@a2mo.fr	
Maître d'Ouvrage		Maîtrise d'œuvre	
CENTRE HOSPITALIER de la Roche aux Fées Romain JAHAN 4 rue Armand Jouault 35150 Janzé 02 99 47 54 00 r.jahan@hopital-janze.fr		AD QUATIO Architectes Fabrice LEON 129 Rue de Turenne 75003 PARIS leon@adquatio.com	

Coordonnateur SPS		
ATAE Agence de Rennes 107 avenue Henri Fréville 35207 RENNES Siège social 12 avenue Jules Verne – Bâtiment B 44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE Tél. : 02 51 71 93 30		Coordonneurs SPS Feliciano AMARO 06 37 79 00 21 famaro@atae.fr

Entreprises

Non connues à ce jour	<input checked="" type="checkbox"/>
-----------------------	-------------------------------------

Lots	Désignation	Entreprises	Représentant
01	V.R.D.		
02	AMENAGEMENTS PAYSAGERS		
03	GROS-ŒUVRE/ CHARPENTE		
04	ETANCHEITE		
05	FACADE		
06	COUVERTURE – BARDAGE ACIER LAQUE		
07	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM		
08	MENUISERIES EXTERIEURES PVC		
09	METALLERIE – SERRURERIE		
10	CLOISONS		
11	MENUISERIES INTERIEURES		
12	AGENCEMENT MOBILIER		

13	PLAFONDS SUSPENDUS		
14	REVETEMENTS DE SOLS		
15	PEINTURE -REVETEMENTS MURAUX		
16	RAILS DE TRANSFERT		
17	CHAUFFAGE-VENTILATION-DESENFUMAGE		
18	PLOMBERIE - SANITAIRE		
19	FLUIDES MEDICAUX		
20	GENIE ELECTRIQUE -GROUPE ELECTROGENE		
21	APPAREILS ELEVATEURS		
22	EQUIPEMENTS DE CUISINE		

2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES









2.2.1. Organismes de prévention

O.P.P.B.T.P.		
O.P.P.B.T.P. 18, rue Bahon Rault 35000 RENNES		Tél : 02 99 38 29 88


C.A.R.S.A.T.		
C.A.R.S.A.T. 236, rue de Chateaugiron 35030 – RENNES Cedex 9		Tél : 02 99 26 74 74

D.I.R.E.C.C.T.E.		
DREETS Le Newton 3 bis, Allée de Belle Fontaine CS 71714 35517 - CESSON SEVIGNE Cedex		Tél : 02 99 12 58 58





2.2.2. Organisme de secours

Service	Adresse	Tél.
	2, rue Henri le Guilloux 35033 RENNES Cedex 9	☎ : 02 99 28 43 21
	Institut Locomoteur de l'Ouest (ILO) 7 boulevard de la Boutière 35760 Saint-Grégoire	☎ : 02 99 23 33 28
	2, rue Henri le Guilloux 35033 RENNES Cedex 9	☎ : 02 41 48 21 21
	SAMU	15
	POLICE / GENDARMERIE	17
	POMPIERS	18 112
	TOUTES URGENCES (Portable ou Fixe)	112
	Prévisions Météo	☎ : 0 890 71 14 15

2.2.3. Organismes administratifs

Mairies	Adresse	
	Mairie Place de l'Hôtel de ville 35150 Janzé	☎ 02 99 47 00 54

2.2.4. Services concessionnaires

Organisme et Représentants	Adresse	N° Tél
Direction Départemental des Territoires	12 rue Maurice Fabre 35000 RENNES	☎ 02 90 02 32 00
 ILLE ET VILAINE SUD	Lundi à vendredi : 8h à 18h Urgences Techniques : 7j/7 24h/24	☎ 0 969 323 529
	https://dommages-reseaux.orange.fr/dist-dommages/app/signaler	☎ 09 69 32 35 29
	Enedis 7j sur 7 et 24 h sur 24	☎ 09 726 750 35
	Urgence sécurité gaz (7j/7)	☎ 0 800 47 33 33

3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

3.1. INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER

INSTALLATION DE CHANTIER

Objet	Réalisé	Entretenu
Autorisations administratives <ul style="list-style-type: none"> Modification du stationnement et de la circulation des véhicules autour de l'emprise Modification de la circulation des piétons autour de l'emprise Modification du panneau routier au droit des accès chantier Raccordement aux réseaux des concessionnaire Installation de grue et de survol DICT 	Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO TCE	Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO Lot 03 : GO TCE
Plan d'installation de Chantier <ul style="list-style-type: none"> Phase Terrassement VRD Phase Go Phase après départ de grue 	Lot 01 VRD Lot 03 : GO Lot 03 : GO	Lot 01 VRD Lot 03 : GO Lot 03 : GO
Panneau de chantier Affichage des coordonnées des intervenants visibles sur la voie publique	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Salle de réunion- Sanitaires et WC -Vestiaires / Réfectoire	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Mise en place d'un second bloc Sanitaires et WC implantation suivant proposition de PIC, y/c raccordements aux réseaux et entretien	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Raccordement base vie Electricité, eau, évacuation EU	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Nettoyage Entretien Base vie	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Clôtures bardage de Chantier / Signalisations <ul style="list-style-type: none"> Phase Terrassement VRD Phase Go 	Lot 03 GO Lot 03 : GO	Lot 03 GO Lot 03 : GO
Électricité de chantier Alimentation principale Contrôle installation électrique	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Électricité complémentaire (coffrets- éclairage) Contrôle installation électrique	Lot 20	Lot 20
Eau potable de chantier Alimentation principale	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO

Objet	Réalisé	Entretenu
Eau potable de chantier (robinet de puisage)	Lot 18 & Lot 03	Lot 18 & Lot 03
Consignation des réseaux	Sans objet	Sans objet
Téléphone et moyens d'alerte	TCE	TCE
Voie d'accès - circulation chantier <ul style="list-style-type: none"> - Phase VRD - Phase GO jusqu'à réception 	Lot 01 VRD Lot 03 : GO	Lot 01 VRD Lot 03 : GO
Place de stationnement	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Aire de lavage	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Circulation verticale <ul style="list-style-type: none"> • Phase VRD • Phase GO 	Lot 01 Lot 03 : GO	Lot 01 Lot 03 : GO
Circulation horizontale Cheminements depuis la base vie, jusqu'aux zones en travaux	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Aire de stockage	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Aire de livraison	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Approvisionnement Grue à tour (Maintenir la grue à disposition des autres entreprises Recette à matériaux	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Levage grue	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Protections collectives ouvrage GO <ul style="list-style-type: none"> - Baies - Bout de dalles - Toiture avant l'arrivée du Lot 04 - Trémies / Trémie escalier / Trémie ascenseur - Réservations 	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO
Protections collectives ouvrage Couverture étanchéité – Périphérie des toitures	Lot 04 & 06	Lot 04 & 06
Bennes de Chantier	Lot 03 : GO	Lot 03 : GO

Compte prorata

Tous les lots sont tenus de participer au compte prorata du chantier, à l'exception du lot VRD pour sa première intervention, qui sera indépendant en installations de chantiers.

Les dépenses d'équipement de chantier (organisation générale de chantier, coordination Sécurité et Santé, etc.) de fonctionnement et de compte-prorata seront gérées conformément au C.C.A.P

L'entrepreneur titulaire du Lot n°3 Gros Œuvre – Charpente sera chargé de la gestion du compte prorata. Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata seront fixées par une convention de gestion du compte prorata rédigée par l'entreprise titulaire du Lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente.

3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux, un plan d'installation de chantier sera établi pour chaque phase principale de travaux et sera présenté au CSPS.

Ce plan d'installation de chantier, complété d'une note méthodologique est à établir par l'entreprise titulaire du lot n°3 Gros-Œuvre - Charpente dans le cadre de son offre (description de la méthodologie compte tenue des phasage travaux, mise en sécurité et accessibilité des abords, etc ...).

Lors de cette période de préparation les entreprises transmettront au producteur du Plan d'installation de chantier, leur besoins (Container, Zone de stockage, aire d'assemblage, de grutage, fluides...)

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- Zone de survol interdite et autorisée à indiquer sur le PIC.
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation éventuelle de recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

Proposition de PIC (Plan d'Installation de Chantier)

Plan de principe communiqué à ce jour par la MOE ☒

3.3. BASE DE VIE ET CLÔTURE DE CHANTIER

La base de vie en fonction des effectifs devra être conforme à la fiche OPPBTP : H3 M02.95, elle sera mise en place préalablement à toute intervention concernant le démarrage du chantier, à savoir avant l'arrivée de la première entreprise ou suivant les préconisations (page 120) de l'aide-mémoire BTP réalisé par l'INRS et fournit gracieusement par les services prévention des CARSAT.

Ces préconisations précisent la nécessité de mettre à disposition du personnel :

- 1 réfectoire éclairé (1,25m² par personne), chauffé, possédant tables en nombre, chaises ou bancs, chauffe-gamelle (suivant si le personnel prend ses repas sur site)
- 1 cabinet d'aisance pour maximum 20 personnes + 1 urinoir pour 20 personnes
- 2 cabinets d'aisance pour 20 femmes. Un cabinet au moins comporte un poste d'eau
- Les cabinets d'aisance réservés aux femmes comportent un récipient pour garnitures périodiques
- 1 lavabo pour maximum 10 personnes avec eau potable chaude et eau froide
- Lors de fortes chaleurs un réfrigérateur sera mis à disposition du personnel, ainsi que de l'eau potable fraîche. (Code du travail)

Seront seulement tolérés les sanitaires raccordés aux réseaux ou sur fosse.

Dans le bureau de chantier les entreprises mettront à disposition le registre de vérification des appareils de levage, des chariots, des appareils à pression, le registre de vérification des installations électriques de chantier.

Elles présenteront sur demande les registres du personnel.

TELEPHONE ET MOYEN D'ALERTE

Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.

Entretien des installations communes de chantier

Le nettoyage des installations de chantier sera effectué chaque fois que nécessaire. L'entreprise devra établir un contrat de maintenance des sanitaires avec une entreprise habilitée, ce nettoyage devra s'effectuer conformément au code du travail. Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site. Le bureau de chantier sera régulièrement nettoyé, maintenu propre et rangé. L'accès à la base de vie sera propre, praticable et entretenu en état.

Clôture de chantier

Au début du chantier, le titulaire du lot n°3 Gros-Œuvre - Charpente devra la fourniture et la pose de la clôture provisoire du chantier, posés sur plots, avec incorporation de 3 portails de chantier pour les véhicules et d'un portail de chantier indépendant pour les piétons, y compris le balisage et les éléments divers d'interdiction rentrant dans le cadre de la sécurité. Toute modification ultérieure éventuelle de cette clôture ne sera réalisée qu'aux frais de l'entreprise demandeuse. Cette clôture sera maintenue tout au long du chantier et fera l'objet des opérations de contrôle et de maintenance destinées à en conserver le bon aspect général. L'entreprise titulaire du Lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente aura à sa charge toutes les opérations de montage, démontage, modification, entretien de cette clôture.

Les enceintes de chantier resteront parfaitement closes pendant les périodes d'absence de personnel sur le chantier et pendant les travaux de manière qu'aucune personne extérieure au chantier ne puisse s'introduire dans les zones de travaux.

Des panneaux " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC " et " PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE " seront apposés sur les clôtures et la périphérie du chantier. Le chantier sera totalement clôturé

Cette clôture sera composée de grilles reliées les unes aux autres par 2 colliers anti-intrusion, complétées de câbles cheminant en haut et en bas, afin d'interdire toute intrusion de personne extérieure.

Cette clôture de chantier empêchera toute introduction de public sur les lieux de travaux, sur les aires d'évolution du matériel de chantier et les aires de stockage. Cette clôture sera lestée et contreventée de manière suffisante pour toute la durée du chantier. 3 portails d'accès au chantier fermant à clé seront installés. Cette clôture devra être mise en place avant le début des travaux.

3.4. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

3.4.1. Généralités

Les entreprises prendront connaissance des études des sols qu'a fait établir le Maître de l'Ouvrage et prendront toutes les mesures nécessaires pour éviter tout risque d'éboulement, renversement, ensevelissement et de pollution de l'environnement.

3.4.2. Epuisement

En cas de présence d'eau dans les fouilles ou ouvrages enterrés (périphérie des bâtiments), le lot GO devra la mise en place de pompe jusqu'à assèchement et épuisement permanent.

3.4.3. Ouvrages et Réseaux enterrés et aériens (DICT)

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les travaux ne pourront pas commencer sans l'obtention préalable des récépissés des DICT. Ces récépissés devront être disponibles en permanence sur le chantier.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.
Les interventions à proximité de réseaux sensibles devront respecter les précautions spécifiques précisées par l'exploitant ou à défaut, les prescriptions et recommandations techniques fixées par le guide technique prévu par l'article R554-29 du code de l'environnement.
Dès le début du chantier l'entreprise procédera au marquage ou piquetage des réseaux conformément aux dispositions de l'article R554-27 du code de l'environnement et assurera le maintien en bon état ce marquage ou piquetage pendant toute la durée du chantier.

Toutes les personnes intervenant à proximité de réseaux sensibles, pour le compte de l'entreprise comme encadrant, conducteur de travaux ou conducteur des engins dont la liste figure à l'annexe 4 de l'arrêté du 15 Février 2012, doivent disposer d'une autorisation d'intervention à proximité de réseaux en cours de validité (**AIPR**). Cette autorisation est délivrée par l'employeur conformément aux dispositions et selon les conditions précisées dans l'article 21 de l'arrêté du 15 Février 2012 et de son annexe N°5.

3.4.4. Engins explosifs

En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu, jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin.

Conduite à tenir :

INTERDIRE à quiconque d'y toucher : c'est là que commence le danger.

MARQUER l'emplacement de l'engin par un repère quelconque. Baliser le terrain.

ALERTER les services de secours (police, pompiers, ...)

3.4.5. Pollution des sols

Non connaissance de pollution sur le terrain au jour de rédaction du présent PGC

En cas de découverte de zones polluées (trace d'hydrocarbure ou autres) sur le chantier, les travaux seront immédiatement arrêtés, le Maître d'œuvre le Concepteur et le Coordonnateur SPS devront être alertés

3.4.6. Protection de l'environnement

Interdiction de rejeter dans les égouts, dans les propriétés voisines ou dans l'air toute substance ou gaz susceptible de polluer l'environnement.

Les eaux de lavage des engins ayant contenu du béton seront collectées dans une fosse à un emplacement défini sur le plan d'installation de chantier.

- Bien veiller à l'étiquetage adéquat des produits dangereux.
- Mise à disposition sur le chantier des Fiches de Sécurité (FDS) des produits dangereux.
- Mise en place de zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique.
- Récupération des eaux de lavage dans les bacs de décantations avec recyclage à suivre.
- Imposer des huiles de décoffrage végétales est moins nocives pour l'environnement que les huiles minérales.

3.5. MODALITÉS D'ACCÈS AU CHANTIER

3.5.1. Panneau de chantier

Conformément à la législation en vigueur et dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, toutes les entreprises traitantes et sous-traitantes, devront faire apparaître leur dénomination sociale, et leurs coordonnées complètes sur un panneau visible depuis la voie publique. Le panneau de chantier sera défini et implanté selon les indications du maître d'Ouvrage et complété par les noms des diverses entreprises. Son entretien et sa dépose en fin de chantier seront assurés par le lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente. Le panneau de chantier sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente avec pour dimensions minimales 2 m x 4 m de haut.

L'entreprise du Lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente assurera la fourniture et pose de ce panneau de chantier suivant modèle et fichier réalisé par l'Architecte. Celui-ci comprendra les informations suivantes :

- Identités de toutes les entreprises intervenantes y compris les sous-traitants
- Les coordonnées du Maître de l'Ouvrage, des Maîtres d'œuvre, du bureau de contrôle et du Coordonnateur SPS

3.5.2. Visites d'inspection commune

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS, en application de l'article R.4532-13.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

3.5.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Sante (PPSPS)

Les entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier, en application des articles L.4532-8 et L.4532-9.

Le PPSPS détaille les modes opératoires intégrant les mesures de sécurité envisagées :

Le PPSPS doit être sur site avec les employés. Nous rappelons à l'entrepreneur de l'obligation de faire signer son PPSPS par ses employés afin qu'il respecte scrupuleusement les règles inscrites.

Le PPSPS peut être diffusé par mail au CSPS.

Le PPSPS de l'entreprise titulaire DOIT être diffusé à l'ensemble de ses sous-traitants.

Le PPSPS spécifique à chaque chantier doit être gardé 5 ans par l'entreprise.

En cas d'absence de visite d'inspection commune et/ou de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, en accord avec le Maître d'ouvrage, une pénalité de 300 euros par jours calendrier depuis le début de ses travaux sera appliquée à l'entreprise.

3.5.4. Responsabilité des entrepreneurs

Les entrepreneurs travaillant sur le site sont responsables en ce qui concerne leur personnel, de l'application des consignes de Sécurité exigées par la réglementation en vigueur et complétées par des mesures particulières décidées par le Coordonnateur de Sécurité.

Les entrepreneurs doivent procéder en accord avec le Coordonnateur et, conformément à la législation du travail, aux installations nécessaires à la protection de la santé et à l'hygiène de leur personnel.

Depuis le début des prestations jusqu'à leur achèvement, les entrepreneurs doivent prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent pour éviter les accidents et les maladies professionnelles, en tenant compte particulièrement de la présence simultanée sur le chantier de divers entrepreneurs.

L'entreprise mettra en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention :

- ***Éviter les risques ;***
- ***Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;***
- ***Combattre les risques à la source ;***
- ***Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production ;***
- ***Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;***
- ***Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;***
- ***Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;***
- ***Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;***
- ***Donner les instructions appropriées aux travailleurs.***

En tout état de cause, l'entrepreneur garde la pleine responsabilité des accidents pouvant survenir à l'occasion de son activité sur le chantier, à son personnel, ainsi qu'à ceux des tiers.

3.5.5. Emploi de personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré,
- L'intéressé est en règle au point de vue carte de travail ou de séjour,
- L'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle,
- Sa mission doit être conforme à l'article L1251-1 à 1251-38 du code du travail.

3.5.6. Formation à la sécurité

Il est rappelé à toutes les entreprises que la formation du personnel à la sécurité est obligatoire (selon article 4425-6 du code du travail). Cette formation comprend :

- 1° Les risques pour la santé et les prescriptions en matière d'hygiène ;
- 2° Les précautions à prendre pour éviter l'exposition ;
- 3° Le port et l'utilisation des équipements et des vêtements de protection individuelle ;
- 4° Les modalités de tri, de collecte, de stockage, de transport et d'élimination des déchets
- 5° Les mesures à prendre pour prévenir ou pallier les incidents ;
- 5° La procédure à suivre en cas d'accident.

Ces informations sont à dispenser à l'ensemble du personnel arrivant sur le chantier ou qui change de poste ou de technique ainsi que l'ouvrier qui reprend son travail après un arrêt de 21 jours ou plus.

3.5.7. Entreprises sous-traitantes

Toutes les entreprises sous-traitantes devront obtenir l'agrément du maître de l'Ouvrage avant leurs interventions. Le contrat de sous-traitance sera établi conformément à la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

- L'entrepreneur adjudicataire du lot doit remettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant.
- Le sous-traitant a 30 jours pour établir son PPSPS à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre n'entraînant pas de risque particulier.
- Le sous-traitant effectuera une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux

Les travailleurs indépendants, prestataires, louageurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis :

- A l'obligation de remettre au coordonnateur SPS un PPSPS
- Au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995

Le plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

3.5.8. Emploi d'entreprises étrangères

Les entreprises étrangères intervenantes devront avoir en permanence sur le chantier une personne parlant et lisant couramment le Français. L'objectif principal est de permettre l'appel des secours en cas d'urgence et de faciliter les relations avec les autres intervenants.

Tout étranger, pour exercer à temps plein ou à temps partiel une activité professionnelle salariée, doit être titulaire d'une autorisation de travail en cours de validité. Les entreprises devront traduire leur PPSPS dans la langue du personnel employé ainsi que dans la langue française

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal et lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs. Les employeurs seront tenus de respecter le décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 précisant :

- les obligations des employeurs établis hors de France détachant des salariés en France en matière de déclaration préalable de ce détachement,
- les obligations de désignation d'un représentant en France
- les obligations de conservation des documents à présenter en cas de contrôle. (sur le lieu de travail)

3.5.9. Registres obligatoires sur le chantier

Les entreprises tiendront à jour sur le chantier les registres et documents réglementaires relatifs à la prévention : (art. L4711-1 à 4711-2) :

- Copie du registre unique du personnel
- Le registre d'observation
- Le registre de sécurité

3.5.10. Aptitude médicale

L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu « apte médicalement » et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de la profession, ainsi que celle exigée par le médecin du travail.

3.5.11. Visites de chantier de personnes tierces.

Le nombre de visiteurs admissibles sur le chantier fera l'objet d'un accord entre le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur et les différentes entreprises.

Seules les personnes autorisées pourront accéder au chantier.

Tout visiteur sera, en permanence, accompagné tant qu'il restera dans l'enceinte du chantier.

L'entrepreneur ne pourra faire visiter le chantier sans l'accord du Maître d'œuvre concerné.

4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

4.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES ET VERTICALES

4.1.1. Voies de circulation horizontale

Sécurisation des voies de circulations horizontales	Réalisé	Entretenu
Mise en œuvre d'un empièchement périphérique autour du bâtiment en construction sur 3 m minimum du nu de la façade la plus avancée (ou balcon)	VRD	GO
Mise en place d'un accès sécurisé de plain-pied aux bâtiments en construction – passerelles munies de gardes corps	GO	GO
Maintien des circulations périphériques pendant toute la durée des travaux	GO	GO
Réalisation des remblaiements périphériques autour des bâtiments après soubassements et élévation RdC, d'une résistance permettant aux nacelles de travailler en sécurité	GO	GO

L'exécution et le déplacement des voies d'accès et de circulation spécifiques à l'intérieur de l'emprise de chantier seront réalisés en fonction des nécessités et de l'état de celles-ci par le lot 01 Terrassement Voirie et Réseaux Divers.

Leur entretien sera assuré par le lot 03 – GO.

Ces circulations doivent être utilisables par des véhicules et des piétons. Elles comporteront :

- Un balisage approprié sur la voie principale d'accès séparera la circulation des véhicules et la circulation des piétons **avec la mise en place de séparateurs** sur tout le linéaire de cette voie.
- Une zone de retournement des véhicules sera précisée, ceci afin d'éviter les manœuvres de recul des camions.
- Un nettoyage assuré quotidiennement.
- Ces zones ne doivent jamais être utilisées comme emplacement de stockage.
- Les traversées et circulations piétonnes seront balisées.
- L'éclairage des circulations entre l'entrée du chantier, le cantonnement et les postes principaux de travail doit être assuré de façon continue
- Ces circulations doivent être hors d'eau et hors boue (faire nécessairement un traitement approprié).
- Un fléchage des entrées et des sorties du chantier et des bâtiments en cours de réalisation est à prévoir, à modifier en fonction de l'évolution des travaux et à entretenir.
- Un balisage et une protection des fouilles et terrassements doivent être faits et entretenus dans le temps, de façon à prévenir les chutes.
- Les cheminements dans le chantier de terrassement doivent rester dégagés et permettre une libre circulation des piétons (absence de stockage intempestif).
- La périphérie de l'ensemble des bâtiments, ainsi que les voies d'accès, de stationnement, de stockage et la zone base vie devront être décapées et empièchées en GNT compactée

Les voies de circulation sont protégées, facilement identifiables, et restent dégagées de tout encombrement.



4.1.2. Mise en sécurité des abords bâtiment

Afin de sécuriser les cheminements et les surfaces d'implantation des postes de travail, notamment les échafaudages et élévateur de personnel sur les abords des bâtiments, il sera mis en place :

Un ou des accès principaux au bâtiment doivent être mis en œuvre et identifiés pour permettre aux intervenants de parvenir aux postes de travail. Ces accès doivent être maintenu dégagé, nivelé et praticable par tout temps et pendant toute la durée du chantier.

Cet accès devra être pourvu de protections collectives le cas échéant

- Avant remblaiement du pied de façade l'entreprise aménagera un accès sécurisé (Platelage + garde-corps) au droit de l'entrée du bâtiment,
- L'entreprise assurera la préparation des plates-formes bâtiment et voirie. La finition de ces plates-formes sera en empierrement cylindré sur une **bande de 3 m** minimum du nu des façades les plus avancées,
- Tous les moyens seront mis en place pour évacuer les eaux pluviales provenant des terrasses, couverture, niveau supérieur,
- L'entreprise mettra en place des plates-formes sur l'ensemble des fouilles en attente de raccordement des réseaux, ces plates-formes seront suffisamment résistantes pour recevoir l'ensemble des postes de travail,
- Les zones de stockages (même provisoires) seront strictement interdites à moins de 5 m des façades,
- Lors des interventions en façades, les cheminements piétons situés à moins de 5 m seront déviés, le PIC sera mis à jour.

4.1.3. Zone de stationnement

Les zones de stationnement dans l'enceinte chantier seront matérialisées sur le PIC.

Les véhicules de livraison devront respecter les circulations, horaires, zones d'attente et zones de déchargement qui lui seront indiquées par le responsable trafic.

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent quitter l'emprise du site dès que le déchargement est terminé.

Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement, se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicules d'intervention pour la sécurité et les secours, se doit de rester dans son véhicule, afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée par un agent de sécurité ou de trafic.

4.1.4. Gestion du trafic

Chaque entreprise désigne un responsable trafic. Cette personne organise, avec les éléments qui lui sont fournis par les entreprises titulaires et sous-traitantes, les arrivages de matériels et matériaux, afin d'éviter un afflux de véhicules entravant la sécurité du site et des circulations extérieures. Il s'assurera de la bonne circulation des véhicules sur le site et signalera à la Maîtrise d'œuvre les anomalies constatées. Il assure également le contrôle d'accès du chantier et signale au Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS tout manquement à l'obligation du port d'autorisation d'accès.

4.1.5. Circulation des véhicules et engins sur le chantier

Un Plan particulier de circulation avec zone de stationnement des camions en attente de chargement sera établi. Un homme de circulation de l'entreprise concernée sera affecté au manœuvre de sortie et d'entrée des camions. Les zones de circulation de piétons et de véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

Conduite

La conduite d'un engin ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement, chaque entreprise devra mettre à disposition sur site l'autorisation de conduite concernant les chauffeurs travaillant sur site. Les engins non conformes à la réglementation (code de la route) ne pourront utiliser les voies ou routes ouvertes à la circulation.

Circulation de camions et engins de chantier - règles générales de circulation sur le chantier :

L'entrepreneur sera tenu de se conformer et de faire respecter par son personnel ainsi que par celui de ces sous-traitants les règles générales de circulation sur les pistes et accès de chantier développées ci-après

L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux dispositions réglementaires relatives à l'insonorisation des engins de chantier. Les engins de chantier doivent être dotés d'un avertisseur sonore de recul et conforme à la réglementation en vigueur.

Engins de production ou de servitude. En règle générale, respecter les prescriptions du code de la route ainsi que les règles spécifiques ci-après énumérées :

- Autorisation de conduite, délivrée par l'employeur, ou permis de conduire obligatoire pour tout conducteur d'engin ou véhicule routier,
- Utilisez un engin autorisé
- Vérifiez, avant mise en fonctionnement de l'engin que personne ne risque d'être heurté au démarrage,
- Entrez sur la piste par les accès aménagés et respectez la priorité aux engins et aux véhicules qui y circulent,
- Allumez vos feux de croisement (codes) quelles que soient les conditions atmosphériques,
- Allumez votre gyrophare si votre engin est en progression lente (vitesse égale ou inférieure à 25km/h),
- Circulez à droite,
- Respectez la signalisation temporaire ou permanente en place,
- Utilisez les refuges prévus pour tout croisement sur piste étroite et respectez la priorité définie par la signalisation en place,

- Tout dépassement est interdit sauf celui d'un engin à progression lente équipé d'un gyrophare,
- Procédez à des appels de phares ou coups de klaxon avant d'entreprendre le dépassement d'un engin équipé d'un gyrophare et circulant à vitesse réduite,
- Interdiction de suivre un engin ou véhicule à moins de 50 mètres,
- Respectez la priorité absolue aux véhicules de secours médical ou incendie,
- Respectez la priorité aux engins de charge, les engins de production (vides ou en charge) ont priorité sur tout autre véhicule de chantier,
- Interdiction d'entreprendre toute manœuvre de demi-tour ou de marche arrière sur pistes ouvertes à la circulation des engins de production,
- Toute manœuvre de recul, à proximité d'une fouille, en crête de talus, sur un remblai, etc. doit être obligatoirement guidée par un signaleur placé au niveau de la cabine (jamais à l'arrière) et côté conducteur,
- Assurez tout déchargement à 2 mètres mini de la crête d'un talus ou d'un remblai. Cette distance sera augmentée autant que l'exigera la stabilité du terrain,
- Assurez-vous que la benne de votre engin soit complètement baissée et repose bien sur le châssis avant d'entreprendre tout déplacement après déchargement,
- Ne stationnez pas sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou sur les pistes d'accès à la voirie publique,
- Ne stationnez pas à moins de 50 mètres des zones d'activité d'engins de production,
- Tout stationnement doit s'effectuer de préférence sur terrain plat, sinon placez l'engin perpendiculairement à la déclivité du terrain,
- En cas de stationnement dû à une panne ne permettant pas le déplacement de l'engin, signalez immédiatement sa présence par feux de détresses et triangle de pré-signalisation ou tout autre moyen approprié,
- Assurez immédiatement un calage approprié de l'engin si celui-ci est à l'arrêt sur déclivité ascendante ou descendante,
- Tout conducteur qui quitte la cabine d'un engin, doit respecter les règles applicables aux piétons,
- **Tout conducteur doit avoir dans sa cabine en permanence à disposition :**
 - ✓ Un gilet rétro réfléchissant de classe 2,
 - ✓ Un casque de sécurité conforme à la norme en vigueur,
 - ✓ Des vêtements de protection contre les intempéries,
 - ✓ Une paire de gants,
 - ✓ Une paire de lunettes,
- Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production,

La liste des autorisations de conduite sera envoyée au Coordonnateur pour inscription au registre. Aucun camion ne pourra circuler la benne levée même à faible hauteur sauf pendant la phase de déchargement. Après le temps de déchargement, le conducteur prendra le temps nécessaire pour abaisser totalement la benne avant de repartir. Aux abords des ouvrages en construction une attention particulière devra être prise en cas de déchargement par bennage.

Des portiques de limitation de gabarits seront mis en place de part et d'autre des ouvrages. Lors des déchargements, le responsable du chantier et le chauffeur s'assureront qu'il n'y ait pas de risques eus égard aux lignes électriques.

4.1.6. Livraison

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier. L'aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en

capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Des quais de déchargement permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue seront également dus au titre de la prestation. La continuité du roulage des charges (conteneurs, transpalettes, etc..) sera assurée depuis l'aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via les monte-charges, lifts accompagnés de chantier, ascenseurs mis en service de façon anticipée).

Les entreprises seront tenues de compléter le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (D.H.O.L) annexé au présent PGC.

4.1.7. Circulations verticales des piétons

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. L'organisation de ces circulations est suivie et maintenue par le MOE avec diffusion au C SPS. Lors des phases VRD/GENIE CIVIL, l'entreprise aménagera des accès sécurisés et réglementaires en fond de fouille.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier provisoire, de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. Les accès en couverture seront réalisés par le biais d'une tour d'accès, qui sera maintenue jusqu'à la fin des travaux en toiture.

L'ouvrage Echafaudé devra être réceptionné avant son utilisation. Les consignes et PV de réception devront être affichés.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

4.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTIONS DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATERIELS

4.2.1. Manutentions manuelles

Les entreprises limiteront, et privilégieront les moyens de manutention mécanique. Les manutentions manuelles doivent être limitées à la charge de 35Kg maximum et figurées dans les PPSPS de chaque entreprise.

4.2.2. Appareil de levage

Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation. Leur accès est soumis à la présentation du carnet spécial consignait les résultats d'épreuves, examens et inspection prévues par la réglementation. Tout engin non en règle sera refoulé. A cet égard il ne sera admis sur le chantier que les engins de levage accompagné d'un rapport de vérification et d'épreuve sans réserve

En cas de location, l'entrepreneur utilisateur de l'appareil loué doit exiger la remise du certificat de conformité et s'assurer auprès de loueur que les vérifications avant mise en service et les vérifications générale périodiques ont été bien effectuées. Si ces vérifications ont été assurées régulièrement depuis

la date de mise en service, l'entrepreneur doit uniquement faire procéder à l'examen d'adéquation et à l'examen de l'état de conservation prévus par la réglementation. Les autorisations de conduite devront être présentes sur le site.

4.2.3. Vérifications périodiques des engins de chantier

Tout moyen de levage, grue fixe, grue mobile, élévateur, treuil, appareils, utilisé sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires.

La mention de la validité de ce contrôle, doit être consignée sur les registres de sécurité tenus sur le chantier et présentés au CSPS à sa demande. Le chef d'entreprise utilisateur d'appareils loués devra s'assurer auprès du loueur que les vérifications périodiques ont bien été effectuées avant mise en service.

L'utilisation des engins de levage est interdite tant que les éventuelles réserves n'ont pas été levées. Mention des levées de réserves seront portées sur les registres et rapports de contrôle correspondants. En cas de démontage et de remontage sur le site, la vérification lors de la remise en service comprend :

- L'examen d'adéquation,
- L'examen de montage et l'installation,
- L'examen de l'état de conservation,
- L'épreuve statique,
- L'épreuve dynamique.

4.2.4. Grue à Tour

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase de préparation du chantier, les dispositions énoncées dans la Recommandation R406 "Prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent" du 10/06/2004 et des arrêtés :

- Du 1 Mars 2004 Relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Du 2 Mars Relatif au carnet de maintenance des appareils de levage
- Du 3 Mars 2004 relatif aux examens approfondis des grues à tour

Pour cela, elle se fera assister d'un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue, due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site.
- s'assurera de la stabilité des massifs de grue ou de la voie de grue
- vérifiera la conformité de la grue aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la Recommandation R406 d'autre part. Le rapport de l'organisme sera conservé dans le bureau de chantier.

Aucune utilisation d'une grue ne pourra exister avant la remise d'une attestation de conformité autorisant la mise en service

Lors de l'installation ou de la désinstallation de la grue un périmètre de sécurité, suffisamment large, doit être établi ceci afin de prévenir tout risque pouvant entraîner la chute de la grue ou d'éléments de grue. Si nécessaire un arrêté sera pris, auprès des autorités compétentes, pour fermer les accès à la zone à protéger. Dans cette circonstance une signalisation efficace sera mise en place et la fermeture sera maintenue pendant toute la phase délicate.

La grue de chantier sera une possibilité de levage et manutention pour les autres entreprises.

Chaque grue, ainsi que son grutier sera tenue à disposition de toutes les entreprises qui en feraient la demande, pendant toute la durée du gros-œuvre.

Avant d'avoir recours à cette opportunité, les entreprises demandeuses devront :

- * en faire la demande écrite au MOE pour éviter les glissements de planning.
- * avoir reçu l'autorisation du responsable de la grue (demande écrite et réponse écrite).
- * avoir étudié avec le CSPS les risques.

Seul le grutier titulaire pourra utiliser la grue et procéder aux manœuvres.

Une convention de prêt sera rédigée entre les 2 parties.

L'élingage et le colisage est sous la responsabilité de l'utilisateur.

Cette utilisation doit figurer dans le PPSPS de l'entreprise nécessiteuse.

Toute utilisation de 2 grues couvrant un espace commun nécessitera la mise en place d'un système d'interférence OBLIGATOIRE à mettre en place par celui étant arrivé le dernier sur site.

4.2.5. Interférence de grue

- Un engin de levage type « grue mobile » ou élévateur de grande hauteur devra faire l'objet d'une étude préalable et un accord du Coordonnateur SPS. Cette utilisation doit figurer sur le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.
- Une copie du résultat du contrôle de la grue de moins de 6 mois devra nous être fourni en même temps que le PPSPS.
- Un calcul d'adéquation devra être fourni avec le PPSPS afin de s'assurer que tous les éléments entourant cette opération ont bien été pris en compte.
- Pour l'entreprise de grutage, il sera impératif au préalable d'obtenir les informations relatives à la résistance des sols et de prendre toutes mesures nécessaires à la stabilité de la grue et des DICT souterraines ET aériennes. Celles-ci seront obligatoirement avec le chef de manœuvre sur site ainsi que le CACES de l'opérateur.
- Un balisage de l'ensemble du survol de la charge devra être balisé afin d'interdire tout survol au-dessus d'une zone publique.
- Si les travaux empiètent sur le domaine public même ponctuellement un arrêté sera pris, auprès des autorités compétentes, pour fermer les accès à la zone à protéger. Dans cette circonstance une signalisation efficace sera mise en place et la fermeture sera maintenue pendant toute la phase délicate.
- Le guidage de la grue lors des opérations de levage sans visibilité s'effectuera par un chef de manœuvre formé à l'usage des signaux conventionnels et un limiteur d'angle si nécessaire.
- Il est interdit de faire pénétrer sur le site un engin de levage type « grue mobile » ou élévateur de grande hauteur pouvant travailler en interférence avec la grue à Tour, sans une étude préalable et un accord du lot concerné et du Coordonnateur SPS. Cette utilisation doit figurer sur le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.
- Toute utilisation d'un engin de ce type dans l'emprise d'une grue implique la mise en place d'un protocole d'interférence de grue. Ce protocole est à signer par les 2 entreprises avec envoi d'une copie pour info à la maîtrise d'œuvre et au CSPS.
- Les 2 grutiers seront obligatoirement en contact radio pendant l'ensemble de leurs opérations.

4.2.6. Grue mobile

Les grues mobiles mues mécaniquement seront conformes aux nouvelles dispositions réglementaires ou à la norme NF E 52.087. Toutes les grues mobiles, mues mécaniquement, quelle que soit la date de mise

en service, devront être équipées d'un contrôleur d'état de charge (CEC) conforme à la note NF E 52.086 et à ses dérogations accordées par l'AFNOR. La conformité et le bon fonctionnement du dispositif (CEC) doit être vérifiés par un organisme agréé, avant toute utilisation.

Avant la mise en service, l'entreprise effectuera un examen d'adéquation, afin d'appréhender l'environnement (DICT, Portance des sols ...)

Lorsque l'aire de mise en station d'une grue mobile s'avère trop étroite pour permettre le respect strict du développement de tous les stabilisateurs, avec maintien sous contrôle de CIC, l'usage d'une grue sur porteur à chenille est obligatoire

Grue mobile : L'utilisation d'un engin de levage mobile, pour un déplacement ou un déchargement, doit faire l'objet d'une convention entre les 2 parties. Le conducteur doit appartenir au propriétaire de l'engin. L'arrimage de la charge est de l'entière responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

4.2.7. Accessoire de levage

Les conditions d'emploi de ces accessoires devant rester conformes à la notice d'instruction du fabricant. Chaque accessoire de levage doit comporter obligatoirement un n° d'identification et d'indication de la charge nominale d'utilisation. Le personnel s'assurera de la conformité et maintien en état du matériel, élingues, sangles etc. avant leurs utilisations.

Le personnel devra avoir suivi une formation pratique sur les procédures liées à l'élingage des charges.

4.2.8. Monte matériaux

Des montes matériaux provisoires seront installées par le lot 03 – GO afin de réduire la pénibilité de certains postes de travail. Ils seront mis en place sur des emplacements définis en coopération avec la Maîtrise d'œuvre, l'OPC et le Coordonnateur SPS. Ils permettront :

- L'approvisionnement des matériaux et matériels
- L'évacuation des gravois ou déchets de chantier.

Ces appareils devront être réceptionnés par un organisme agréé, avant mise en service.

Les entreprises utilisatrices tiendront compte dans leur colisage (poids, volumes) des types d'appareils communs mis à leur disposition.

La réduction de la pénibilité sera une priorité de chacun et le Coordonnateur SPS, avec l'appui des organismes de prévention, veilleront à l'application de ces mesures.

4.2.9. Utilisation de treuils, palans, etc.

- a) L'utilisation de ces appareils doit apparaître à l'établissement du PPSPS avec le détail d'utilisation et de fixation.
- b) Un registre de sécurité propre à l'appareil doit être ouvert par l'entreprise utilisatrice. Une réception par un organisme agréé doit être faite, avant la mise en service. Le PV de contrôle doit être communiqué au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.
- c) Si ces appareils sont fixés à un relevé béton, à une poutre béton ou métallique, en sous face de dalle, etc., une note de calcul doit être faite et un accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage qui servira de support doit être obtenu.
- d) Si ces appareils sont déplacés et utilisés dans des conditions semblables, l'entreprise utilisatrice doit mentionner au registre les dates et lieux de montages et démontages. Ces opérations de déplacement seront réalisées par le même responsable et le registre signé par cette personne.

FIXATIONS DE MOYENS DE LEVAGE SUR LES OUVRAGES

Les entreprises souhaitant se servir de l'ouvrage comme support d'accrochage devront en faire la demande écrite au MOE. Si cette possibilité était retenue, elle nécessiterait une étude de résistance de la part du bureau d'études structure, l'accord du MOE et du coordonnateur.

Il en est de même pour les recettes qui seront adaptées aux charges à recevoir et ne pourront recevoir ces charges sans un accord technique du MOE.

4.2.10. Mise en place d'une recette d'étage

L'organisation et sa mise en place d'élément spécifique est suivie par le MOE avec diffusion au C SPS. Il appartient à l'entreprise de mettre en place des recettes d'étages en fonction des besoins afin de faciliter les approvisionnements des matériaux durant sa phase de travaux ainsi que pour les lots menuiseries extérieures et cloisons sèches notamment.

L'entreprise étudiera avec son bureau d'étude structure la faisabilité et la charge maximale pouvant être posée sur ces recettes afin de l'indiquer à l'ensemble des corps d'états secondaire.

Ces recettes seront équipées de barrière écluse.

4.3. DÉLIMITATION ET AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE

4.3.1. Zone de stockage

Des zones de stockages extérieures seront affectées aux entreprises, en fonction des surfaces disponibles. Lors de la période de préparation chaque entreprise transmettra au rédacteur du Plan d'installation de Chantier, ses besoins en zone de stockage (surface, volume, date et durée ...). Ces emplacements seront matérialisés sur le plan d'installation de chantier. L'entreprise titulaire d'une zone de stockage est totalement responsable de sa zone.

Elle doit en assurer : le nettoyage, le balisage, la sécurité, afin d'éviter un basculement ou un effondrement, la protection contre les intempéries, l'envol inopiné des protections... Ces stockages ne doivent pas comporter de matières inflammables.

Organisation des aires de stockage :

- Les aires de stockage permettent d'entreposer le matériel et les matériaux indispensables au bon fonctionnement du chantier. Un espace de minimum de 50 cm doit être conservé entre les différents colis.
- Ces aires doivent être maintenues dans un état irréprochable sur toute la durée du chantier.

4.4. LES CONDITIONS DE STOCKAGE ÉLIMINATION DES DÉCHETS ET DES DÉCOMBRES

4.4.1. Gestions des déchets

La gestion, collecte et recyclage des déchets de chantier sera effectuée par le gestionnaire du compte prorata – Lot 03 GO – délégué à une entreprise spécialisée type TRI'nCOLLECT' ou équivalent.

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de ses gravats et de l'amenée des gravois jusqu'aux points de dépôt.

Le titulaire du Lot 15 Peinture – Revêtements Muraux devra le nettoyage final.

Objet	Réalisé	Entretenu
Mise en place de bennes à déchets sélectifs Affichage d'un panneau d'information général devant la zone de stockage afin d'expliquer à toutes les entreprises l'organisation et la gestion du tri sélectif.	Lot : 03 GO Via société spécialisée	Lot : 03 GO Via société spécialisée
Gestion évacuation des bennes à déchets	Lot : 03 GO Via société spécialisée	Lot : 03 GO Via société spécialisée
Evacuation à l'avancement des déchets et gravats Aucun stockage de gravats, non organisé, ne sera accepté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier.	TCE	TCE
Elimination des déchets organiques Il est totalement interdit de mettre des matières organiques ou autres déchets industriels banals dans les bennes prévues pour les matériaux inertes.	TCE	TCE
Elimination des matériaux ou déchets dangereux L'évacuation de matériaux dangereux genre « produits inflammables, peintures... » ou autres déchets industriels spéciaux doit faire l'objet d'une spécification au PPSPS des entreprises concernées. Une évacuation particulière doit être prévue par l'entreprise propriétaire de ces matériaux ou chargée de l'évacuation de tels déchets. Une attestation devra être fournie sur la destination de ces déchets au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.	TCE	TCE

Dans le cas où une des entreprises serait défaillante dans le nettoyage ou l'évacuation des déchets, il serait demandé au Maître d'Ouvrage de faire exécuter ces travaux par une autre entreprise au frais de l'entreprise défaillante. Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités SANS PREAVIS et sur simple demande du maître d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, **OPC** ou CSPS.

ATTENTION :

Chaque Lot doit laisser ses emprises propres et libres de tous déchets/gravats après son départ. Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités de 200 euros par jour calendaire sans préavis.

4.5. LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS

4.5.1. Produit et matériaux C.M.R. (Cancérogène Mutagène Reprotoxique)

Le Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail (articles R4412-1) à imposer la prise en compte du risque lié à l'utilisation d'agents chimiques.

Il appartient à chaque chef d'entreprise de faire un état exhaustif des risques chimiques engendrés par leurs activités et d'intégrer dans leur PPSPS les moyens retenus pour leurs salariés ainsi que les autres entreprises intervenantes sur le chantier.

Une signalisation adaptée sera notamment mise en place dans les zones présentant un risque et/ou des mesures de prévention particulières doivent être mises en œuvre.

Les produits seront parfaitement identifiables par des étiquettes réglementaires. Avant utilisation des produits une évaluation des risques sera réalisée par l'entreprise. La fiche de données de Sécurité sera mise à disposition du personnel. Les mesures de prévention, en ce qui concerne notamment la manipulation, le stockage seront décrites dans le PPSPS et respectées par le personnel sur le chantier

4.5.2. Poussière bois

Les travaux de menuiserie (rabotage, perçage, sciage...) du bois génèrent des poussières fines de bois. Ces poussières peuvent être à l'origine de cancer des sinus. Il est donc nécessaire de mettre en place des systèmes de captation à la source des poussières et d'utiliser des équipements de protection individuelle (masque, lunettes, etc.).

Tous les travaux de menuiserie bois se feront dans un local isolé. Aucune coactivité n'est autorisée.

4.5.3. Silice

Les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail figurant sur la liste des procédés cancérogènes (arrêté du 26 octobre 2020), des mesures de prévention particulières sont applicables aux travailleurs exposés aux poussières alvéolaires de silice cristalline (articles R. 4412-59 à R. 4412-93 du Code du travail relatifs aux dispositions particulières des CMR (agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction).

Ces poussières peuvent être à l'origine de cancer. Il est donc nécessaire de mettre en place des systèmes de captation à la source des poussières et d'utiliser des équipements de protection individuelle (masque, lunettes, etc.).

Tous les travaux de menuiserie bois se feront dans un local isolé. Aucune coactivité n'est autorisée.

4.6. L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE ;

4.6.1. Protections collectives

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité et de la protection, de son personnel en cas d'intervention sur un secteur ou zone non protégé ou à risque. En cas de situation de danger grave et imminent, toute personne se doit de faire suspendre les travaux ou l'opération en cours jusqu'à la suppression du ou des dangers évidents.

Le délit de mise en danger ou de non-assistance, est sévèrement puni par la loi. Toutes les entreprises intervenantes utiliseront un personnel habilité, formé et compétent. Le port EPI est obligatoire.

L'ensemble des postes de travail en hauteur seront équipés de protections collectives. Ces protections seront propres aux risques de l'activité de l'entreprise, mais aussi doivent tenir compte des risques importés émanant des entreprises en Coactivité. Les employés des entreprises s'engagent à respecter le PGC ci-dessous ainsi que le PPSPS de leur entreprise.

Les escabeaux doivent comporter une plate-forme de travail avec garde-corps périphérique. **Pour rappel les échelles ne sont pas des postes de travail.**

Des protections collectives seront mises en place sur toutes les zones exposées à des risques de chutes (de hauteur ou de plain-pied).

Les solutions collectives seront prioritaires sur toutes les solutions individuelles. **Exemple** : garde-corps au lieu de harnais.

Les solutions de protections collectives visent à une obligation de résultat. L'entreprise responsable des protections mettra tous les moyens nécessaires (humains et matériels) à la remise en place et à l'entretien de la totalité des protections collectives pendant toute la durée de leurs travaux.

Les protections collectives seront étudiées avec le coordonnateur, elles seront efficaces et permanentes. Leur entretien sera assuré par l'entreprise désignée. Tout déplacement, modification, devra être signalé aux autres entreprises, faire l'objet d'une information notée au registre journal. L'entreprise ayant procédé à ces changements engagera sa responsabilité.

Ces protections collectives seront du type échafaudages, garde-corps conformes et passerelles filets... Leurs mises en place ne devront pas gêner l'activité et la continuité du chantier.

Dès la période de préparation, l'entreprise mettant en place les protections collectives, étudiera avec les autres entreprises concernées, les caractéristiques et implantation des protections envisagées.

L'objectif étant de préserver dans l'espace et le temps, la continuité des protections, et notamment lors de chaque tâche, et jusqu'à la mise en sécurité de la zone définitive.

* Gardes corps conformes

► L'entreprise devra la protection contre les chutes de hauteur dans le bâtiment en construction. Celle-ci sera assurée soit par la construction, soit par un garde-corps provisoire. Dans ce dernier cas, il y a lieu de mettre en place des garde-corps conformes à la norme NF EN 13374. (Suivant la fiche OPPBTP B1 F 08 20)

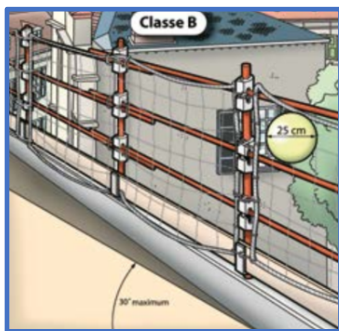
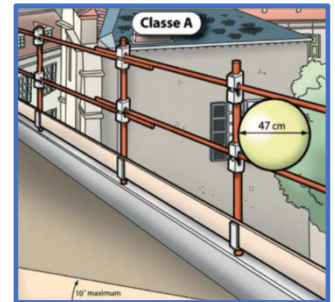
Le garde-corps sera muni :

- D'une lisse Haute situé à 1 m (1m10) du plan de travail – Celles-ci seront continu
- D'une Plinthe de 15 cm – Celles-ci seront continu (espace de moins de 2cm)
- D'une lisse ou protection intermédiaire (suivant la classe du garde-corps)

Les garde-corps périphériques temporaires spécifiés dans la norme NF EN 13374 +A1 se déclinent en trois classes différentes suivant la pente de la surface de Travail :

Les garde-corps de **classe A** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est inférieur à 10°.

Lorsqu'une lisse intermédiaire est prévue, une sphère de 470 mm de diamètre ne doit pas passer à travers le dispositif de protection.



Les garde-corps de **classe B** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est inférieur à :

- 30° sans limitation de hauteur de chute ;
- ou 60° et que la hauteur de chute est inférieure à 2 mètres.

Une sphère de 250 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture.

S'il n'y a pas d'acrotère nous exigeons la mise en place d'un échafaudage de bas de pente (norme NF EN 13374).

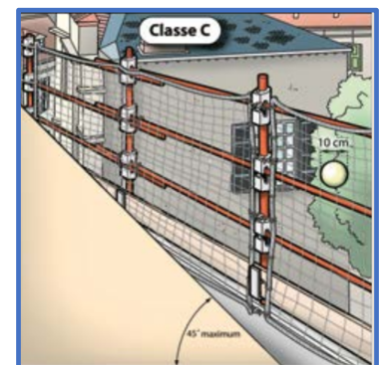
Si un acrotère est présent alors les garde-corps provisoires devront être mis en place. Enfin la mise en place d'un cheminement pour les compagnons durant les travaux de type échelle plate ou échelle en caoutchouc avec marche.

Et si la hauteur entre le chéneau et le faitage est supérieure à 3 mètres ou si l'inclinaison de la toiture est supérieure à 25° alors une ligne de vie au faitage doit être mise en place afin de retenir toute chute de personne en plus des gardes-corps en bas de pente.

Les garde-corps de **classe C** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est compris entre :

- 30° et 45°, sans limitation en termes de hauteur de chute ;
- ou 45° et 60°, et que la hauteur de chute est inférieure à 5 mètres.

Une sphère de 100 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture.



4.6.2. Protections collectives sur les baies (allège inférieure < 1m)

Les garde-corps provisoires de chantier devront répondre à la Norme NFP 93.340. Tout autre matériel est à proscrire. L'implantation des garde-corps sera définie, pour permettre la pose des menuiseries Extérieures sans la dépose des protections

4.6.3. Protection en rives de dalles

L'option du montage des murs rideaux (par l'intérieur ou par l'extérieur) devra être déterminée au plus tôt. Les Garde-corps provisoires seront enfichés en retrait de 30 cm, des rives, afin de mettre en œuvre les murs rideaux, ou autres ouvrages en façades, sans que ces garde-corps soient retirés.

4.6.4. Protection des Trémies et réservations

L'entreprise mettra au point une solution, qui permettra d'exécuter les différents travaux sans interruption de la sécurité. Toutes trémies seront fermées par un moyen qui empêche la chute de personnes et d'objets, et qui supporte des charges équivalentes au reste du plancher. Les fixations des protections seront telles qu'aucune manœuvre involontaire ne puisse nuire à son efficacité.

L'utilisation du Polystyrène est à proscrire. Des systèmes avec fond coffrant seront mis en œuvre, pour protéger les trémies de plancher. Dans les cas où cette solution n'est pas envisageable, il est obligatoire de respecter les recommandations ci-après :

- Les trémies de petites tailles, doivent être protégées à l'aide d'un contreplaqué, ou plaque métallique vissé au sol,
- Les trémies de grande taille seront protégées par des garde-corps conforme,
- **La protection des trémies par le dessous est formellement interdite.**



4.6.5. Protection des trémies d'ascenseur

Les baies Palières des trémies d'ascenseur devront être équipées à chaque palier de protections collectives efficaces, afin d'éviter les chutes de hauteur du personnel et du matériel.

L'entreprise mettra en place une protection toute hauteur de toutes les trémies d'ascenseur, y compris la fosse, pour l'ensemble des entreprises et ce, pour toute la durée du chantier. Le dispositif de protection sera fixe, de résistance suffisante, mis en place par le lot Gros Œuvre et retiré par l'ascensoriste lors de la pose des portes palières définitives.



4.6.6. Echafaudages

Le titulaire du Lot n°3 Gros-Œuvre - Charpente devra intégrer dans son offre, la mise à disposition des moyens de levages (suivant PIC) pour l'ensemble des corps d'états et intervenants du projet, pour toute la durée du chantier, du présent ouvrage. Compris toutes sujétions de taxes, démarches administratives, etc... Le coût sera à charge du Lot n°3 Gros-Œuvre - Charpente. Le Lot n°3 Gros-Œuvre – Charpente devra le compactage du terrain en pied de façade du bâtiment (inclus patio) de façon à permettre la mise en place d'échafaudage pour la mise en œuvre des traitements de façade.

Pour les postes de travail en hauteur, les entreprises pourront installer un échafaudage. L'entreprise réceptionnera la partie du terrain concernée par le montage de son échafaudage en collaboration avec le Maître d'œuvre. L'échafaudage de pied devra répondre à la double Norme 12810 et 12811, aux exigences du décret du 01 septembre 2004 et de la Recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.

Tous les échafaudages seront conformes aux réglementations et normes en vigueur. Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement interdit d'accès et évacué du site. Il ne sera pas admis sur le site de montages mixtes de moyens d'élévation (assemblage de matériel de plusieurs marques d'échafaudages).

Les échafaudages tubulaires seront obligatoirement montés par des équipes spécialisées et compétentes et contrôlés avant utilisation suivant une procédure de type “ contrôle externe ” (vérification formalisée par un P.V. et effectuée par un spécialiste ne faisant pas partie de l'équipe de montage). A défaut, le coordonnateur SPS pourra exiger la vérification par un organisme agréé.

Les entreprises privilégieront les échafaudages du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS. En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

La charge maximale pouvant être posée par plateau sera OBLIGATOIREMENT inscrite de manière visible sur chaque Echafaudage afin d'en informer chaque utilisateur. **Chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage se doit de vérifier le bon affichage du PV de réception AVANT toute utilisation.**

L'entreprise mettant en place l'échafaudage devra s'assurer de sa conformité. Le PV de vérification sera consigné dans le registre de sécurité, et le PV de réception sera affiché, ainsi que les conditions d'utilisation. **Au droit des accès du bâtiment, l'échafaudage sera équipé d'auvents de protections efficaces.**

Durant son intervention, l'entreprise pourra mettre à disposition son échafaudage de pieds à toutes les entreprises devant y travailler (pose des descentes d'eau pluviale, etc.) Toutes ces interventions seront planifiées par le Maître d'œuvre. Lorsqu'un échafaudage est utilisé par plusieurs entreprises, sur un même site et dans la même configuration, chaque chef d'entreprise utilisatrice de l'échafaudage doit s'assurer que toutes les vérifications qui s'imposent ont été réalisées. Dans le cas contraire, il lui appartient de réaliser les vérifications nécessaires. **Dans tous les cas une convention de prêt sera réalisée entre les différentes entreprises.**

4.6.7. Utilisation de plate-forme élévatrices mobiles pour personne (PEMP)

En vertu de la Recommandation CRAM R386 du 02.12.99, tout conducteur de PEMP devra posséder une autorisation de conduite de PEMP, délivrée par son chef d'entreprise.

RAPPEL : Autorisation de conduite = Aptitude médicale en cours de validité + CACES de la PEMP + Consignes de sécurité spécifiques au chantier.

4.6.8. Installation électrique

Toutes les installations électriques seront conformes au décret du 14/11/88 modifié, à la Norme NFC 15.100, et à l'aide-mémoire BTP INRS ED790. Elles seront contrôlées par un organisme agréé :

- Au début du chantier (avant mise en service)
- Tous les ans
- A chaque modification ou extension

Une copie des rapports de vérification sera tenue à disposition dans le bureau de chantier et une copie sera envoyée au CSPS.

Toutes les armoires électriques de chantier devront être cadenassées, et protégées par des disjoncteurs haute sensibilité (30mA), seul un personnel habilité aura accès aux armoires électriques. Si elle n'est pas réalisée en aérien, les câbles de l'installation électrique ne pourront se trouver à même le sol lorsqu'il traverse des voies de circulation horizontales : **ils devront être enterrés.** Des fourreaux enterrés seront mis en place par lors des phases VRD (en première phase) en concertation avec l'entreprise installatrice,

pour les traversées de voiries. Les prolongateurs électriques ne devront jamais se trouver dans les parties inondées.

4.6.9. Distributions Electriques séparées

De l'armoire générale électrique mise en œuvre par l'entreprise, un minimum de départs seront prévus et notamment :

- Alimentation de l'ensemble du cantonnement
- Alimentation de la grue
- Alimentation des éclairages de chantier et de circulation
- Alimentation des éclairages de secours
- Alimentation des engins de levage (nacelle, élévateur électrique)
- Alimentation des coffrets de prises de l'ensemble du chantier

Les différents équipements portatifs des entreprises seront raccordés sur les coffrets électriques implantés sur les différents niveaux. Ces coffrets seront espacés de façon à pouvoir utiliser des enrouleurs de 25m maximum. L'ensemble des prises de ces coffrets électriques sera protégé par des disjoncteurs différentiels de 30mA.

4.7. LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTÉRACTIONS SUR LE SITE

4.7.1. Généralités

a) **Les travaux en superposition sont formellement interdits**, en l'absence de dispositions particulières le permettant. Les zones se trouvant dans cette situation sont gelées provisoirement ou équipées de protections lourdes adaptées aux risques (auvents, tunnels de circulation, etc.). Ces travaux seront détaillés et explicités dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

b) Les travaux dans les zones de grande hauteur font l'objet d'une description détaillée des moyens et de la méthodologie retenue pour l'exécution des tâches dans le PPSPS.

Il ne sera autorisé aucun travail sans ce préalable.

4.7.2. Chutes d'objets

Il est de la responsabilité de tout entrepreneur de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche par l'un de ses salariés. Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet, platelage, plinthes sur échafaudage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque, mise en sécurité de l'outillage individuel par dragonne...

4.7.3. Coactivité des tâches

a) Toutes les dispositions doivent être prises, pour éviter la programmation de travaux en coactivité dangereuse.

b) En situation de Coactivité, les mesures de protections doivent être prises par l'entreprise qui crée les risques et ceci en accord avec les entreprises environnantes (PPSPS).

Hormis les risques de chutes d'objets, il est nécessaire de prendre en compte les travaux de : flocage, sablage, utilisation de matières toxiques, explosives, soudure, travaux bruyants...

c) Il est nécessaire de prendre en compte le risque de projection lors des travaux vis-à-vis du domaine public. C'est pourquoi l'entreprise devant effectuer ces travaux devra décrire lors de la VIC puis dans son

PPSPS comment elle compte limiter et réduire le risque de projection et si celui-ci persiste les moyens mis en œuvre afin qu'aucun élément ne tombe sur le domaine public.

S'il est constaté que les mesures prévues aux PPSPS ne sont pas respectées ou insuffisantes, une consigne d'arrêt immédiat sera signifiée à l'entreprise.

d) Des risques de maladies professionnelles pouvant résulter de Coactivités, il est impératif que soient mis en place et détaillés dans le PPSPS les moyens de ventilation, de mise hors d'air, de prévention contre les bruits, la poussière, l'émanation de gaz ou vapeurs toxiques...

4.7.4. Travaux VRD

Une réunion de coordination sera organisée par le Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux de VRD afin de définir l'emplacement de la base vie, les différents fourreaux à passer sous voiries pour le passage de toutes les alimentations (eau, électricité) de la totalité du chantier.

L'entreprise de VRD réalisera dans un premier temps les réseaux d'eaux pluviales, de manière à garantir leurs évacuations.

L'entreprise du Lot 3 GO mettra en place et entretiendra jusqu'à la fin du chantier. Au VRD de maintenir le chantier fermé pendant ses travaux.

- La signalisation à l'intérieur et à l'extérieur du chantier pendant ses travaux,
- Le balisage des tranchées.

L'entreprise devra :

- Avoir son conducteur de chantier, chef de chantier et conducteur d'engin habilité AIPR et appliqué les préconisations qui s'y rapportent.
- Les D.I.C.T. et demandes de neutralisation des réseaux avant tout démarrage de terrassement
- Une implantation (matérialisation en surface) au sol spécifique pour toute profondeur > 1,5 mètre dans le cas des réseaux souterrains ERDF, RTE ou GRDF.

La mise en place de gabarit sous les lignes HTA sous lesquels il doit circuler. Pour rappel :

- < à 3 mètres pour les lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000V,
- > à 5 mètres pour les lignes électriques aériennes de tension supérieure à 50 000V,

Ces gabarits ou piquetage seront vus avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS afin qu'il reste durant toute la durée du chantier à la charge du lot VRD.

L'entreprise s'assurera également que les dispositions suivantes seront mises en œuvre :

- L'ensemble de la pré signalisation par panneaux routiers lors des travaux sur le domaine public,
- La protection de toutes tranchées ouvertes,
- L'installation de périmètres de protection nécessaire à la sécurisation de ses travaux en tranchées,
- La réalisation de talus avec des pentes conformes (1/1),
- Le blindage et la protection collective de toute tranchée profonde, (> à 1,30 m), ainsi que pour les autres fouilles < à 1.30 m dont la nature et l'état des terres seraient instables (ex : terre sablonneuse, ...),
- L'utilisation de matériel roulant conforme et particulièrement des engins équipés de feux et klaxon de recul avec des rétroviseurs en parfait état,
- Mettre en place un cheminement sécurisé pour accéder en fond de fouilles,
- L'installation de passages sécurisés lors d'ouverture de tranchée avec circulation piétonne,
- La protection des fiches d'implantation.

4.7.5. Stabilité des ouvrages maçonnés / voile béton /Prémur

Pour éviter les risques d'effondrement sous l'effet de rafale de vent, l'entreprise devra s'assurer que les parties d'ouvrages exposé soient autos stables. L'entreprise mettra en place un dispositif de contreventement provisoire qui restera en place tant que la charpente n'a pas été assemblée et contreventé. Ce dispositif ne doit pas entraîner de gêne pour la mise en place de la charpente.

4.7.6. Protections des aciers

Le phasage des travaux entraînera la nécessité de laisser des aciers en attente non coudés. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les risques d'accident grave par empalement sur les aciers en attente. Dans tous les cas, il appartient aux entrepreneurs dont le personnel est amené à circuler au voisinage de ces aciers de vérifier qu'ils ne présentent pas de danger ou de les recouvrir dans ce but. Les aciers en attente verticaux ou horizontaux seront crossés ou bouchonnés, ou protégés par des systèmes équivalents afin de ne pas constituer un danger.

4.7.7. Banches

Lors de l'utilisation de banches, l'entreprise s'assurera que ce type de matériel soit stabilisé en permanence notamment pendant les opérations de mise en place, de rotations, de déplacement, d'élingages et de stockages. Il est formellement interdit d'utiliser les banches sans dispositif qui empêche leur renversement.

4.7.8. Pose de prédalle ou coffrage

Lors de la pose de prédalle ou de coffrage, l'entreprise nous transmettra la vérification de son plan d'étalement et de sa bonne mise en œuvre.

4.7.9. Mesures de sécurités spécifiques

Le lot « Ascenseur » devra notamment :

- Le maintien des protections collectives par garde-corps dans la cage d'ascenseur,
- La condamnation des portes palières à chaque niveau des bâtiments,
- Les moyens de manutention adaptés aux charges à lever dans la cage,
- Toutes les protections collectives et individuelles spécifiques aux risques encourus par la profession notamment les risques de chute de hauteur.

Tous les Lots intervenant devront notamment :

- Les protections collectives par garde-corps rigides et filets sur tous les travaux où le personnel est exposé à un risque de chute de hauteur,
- Les moyens de manutention adaptés aux charges à manipuler,
- Le lestage de tous les éléments légers pouvant s'envoler (tôle, isolant, etc.),
- Les moyens d'accès au poste de travail parfaitement sécurisés pour le personnel,
- Le balisage de toutes zones à l'aplomb des travaux en hauteur,
- Le port du harnais pour les interventions ponctuelles avec risque de chute où la protection collective n'est pas utilisable,
- Les moyens d'approvisionner chaque étage avec utilisation de plateformes roulantes,
- Le rangement et la propreté des travaux avec évacuation journalière des déchets
- L'ensemble des signalisations par panneaux d'affichage de sécurité (danger, risque d'électrocution),

- La présence obligatoire d'un extincteur à proximité du poste de travail lors de travaux avec risque d'incendie (production d'étincelles).

TRAVAUX DE NUIT

Sans objet

5. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

5.1. GÉNÉRALITÉS

L'entreprise a en charge le balisage général du chantier afin de le rendre clos et indépendant vis-à-vis de l'existant. Tous travaux devant être effectués en dehors de ce périmètre est sous la responsabilité de chaque entreprise avec son obligation de balisage, de réduction des nuisances et du maintien propre pendant et après son intervention.

Des interférences en périphérie de la zone des travaux existent par la situation du chantier dans une zone avec des habitations et des installations ENEDIS à proximité.

5.2. INTERFÉRENCES À PROXIMITÉ DU SITE

TRAVAUX

La présence de riverains, piétons ainsi qu'une circulation de véhicules sera à prendre en compte dès le démarrage des travaux par l'entreprise.

Le maintien d'un passage piéton sécurisé sur toute la longueur de notre intervention est OBLIGATOIRE. L'accès des piétons sera également maintenu en fonction de besoins. L'entreprise créatrice de cet obstacle est en charge de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour maintenir cette bonne accessibilité à chacun.

5.2.1. Nettoyage des véhicules sortants sur les voies publiques et privées

Les véhicules des terrassements seront systématiquement nettoyés à la sortie du chantier. Les chaussées concernées par les travaux, et les chaussées avoisinantes seront maintenues pendant toute la durée du chantier en parfait état de propreté. L'utilisation d'une balayeuse sera faite en fonction des besoins. Une aire de nettoyage avec décantation, pour les camions et engins sera installée à proximité de la sortie du chantier, cette aire ainsi que le branchement en eau sont dues au titre du Lot 03 : GO

Un nettoyage immédiat des voies sera réalisé par l'entreprise défaillante, l'utilisation d'une balayeuse sera faite en fonction des besoins.

- Au moins une fois/semaine, l'entreprise du Lot 03 : GO assurera le nettoyage des voies publiques, et privées souillées par l'activité du chantier.

6. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER

6.1. MESURES GÉNÉRALES

Les entreprises tiendront le chantier et les zones mises à leur disposition dans un parfait état d'ordre et de propreté de façon à garantir la sécurité et la qualité requise pour ces travaux. Le nettoyage sera quotidien avec gestion et transport des déchets dans une décharge agréée. L'Entreprise devra, dans le cas où ces consignes ne seraient pas tenues, faire nettoyer les lieux aux frais du défaillant.

6.2. CANTONNEMENT

L'Entreprise du Lot : 03 GO devra prévoir dans son marché la fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, poubelles etc.). Les locaux du cantonnement et les sanitaires seront nettoyés (au minimum chaque semaine) par du personnel désigné par cette entreprise.

6.3. RÉSEAUX DIVERS

L'Electricité, l'eau et les réseaux d'évacuation (EU) sont disponibles à proximité des travaux.

6.4. ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER

L'objectif principal étant de limiter les chutes de plain-pied. Un nettoyage journalier par balayage et grattage sur les cheminements piétons, et routiers sera effectué par les entreprises polluantes. En fin de semaine le nettoyage sera complété par un lavage. Aucun entreposage ou stockage de matériaux, matériel et rebus ne seront tolérés sur ces voies de circulation y compris à l'intérieur des bâtiments.

6.5. CONTRÔLE D'ACCÈS

La fermeture de chantier en dehors des heures ouvrables concerne :

- tous les accès au chantier,
- tous les accès au bâtiment à l'achèvement du hors d'eau et hors d'air.

L'entreprise mandataire du Lot n°3 Gros-Œuvre - Charpente est chargée de cette fermeture durant toute la durée du chantier.

Gardiennage

Dès le démarrage des travaux, l'ensemble de l'emprise du chantier est sous l'entière responsabilité des entreprises jusqu'à la réception des ouvrages par la MOA.

Sur demande de la MOA, il pourra être imposé la mise en place de dispositifs gardiennage complémentaires aux dispositions retenues par le compte prorata afin de garantir une efficacité contre l'intrusion, le vol et le vandalisme, ces prestations seront à la charge du compte prorata.

L'entreprise du Lot : 03 GO consignera, au quotidien, sur un registre conservé dans le bureau de chantier, son effectif sur le site et la liste nominative du personnel présent au jour le jour et s'assurera de la fermeture du chantier. Le Coordonnateur SPS et les organismes de prévention devront avoir accès en permanence à ce registre. L'ensemble du personnel de chantier portera un signe distinctif sur un vêtement ou sur son casque afin de l'identifier.

7. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS

7.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS

A afficher dans le bureau de chantier. En cas d'accident, prévenir d'urgence :

- La gendarmerie locale,
- L'hôpital ou les Sapeurs-Pompiers,
- Le chef d'entreprise ou le responsable sécurité de l'entreprise de la victime,
- Le Coordonnateur SPS.

IMPORTANT → le responsable de l'entreprise devra prévenir de l'accident : l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS le plus rapidement possible (maximum : 12 h).

7.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS

Sur le chantier, il doit y avoir en permanence :

- Au moins 1 (UN) titulaire du brevet de secourisme du travail pour 20 salariés toutes entreprises confondues,
- Une trousse de premiers secours facilement accessible et entretenue (dans le bureau de chantier et une trousse par entreprise),
- Un local abrité pour porter les premiers soins au blessé.

7.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

- Afficher la liste des secouristes du travail dans le bureau de chantier,
- Pouvoir identifier rapidement les secouristes (ex. : signe distinctif sur le casque),
- Prévoir en permanence un secouriste minimum sur le site pour 20 (VINGT) personnes.

7.4. CONDUITE À TENIR EN PRÉSENCE D'UN BLESSÉ

Protéger la victime à 2 niveaux :

Physiologique : En soustrayant la victime à une exposition prolongée à l'origine de l'accident ou pouvant aggraver son état. Toute manutention ne doit être qu'impérative et réalisée selon les conditions très spécifiques.

Psychologique : En mettant la victime à l'abri des « curieux » et des éléments pouvant la stresser.

7.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS la liste nominative des secouristes du travail présents sur le site. Cette liste sera affichée sur le chantier (bureau de chantier).

Il devra y avoir en permanence un minimum de 1 (UN) secouriste sur ce chantier pour 20 (VINGT) personnes.

7.6. LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE

Chaque entreprise devra avoir disponible sur le site le matériel de premiers secours à demeure comprenant au minimum (fiche prévention A5 F 02 10 OPPBTP).

7.7. MESURES PRÉVUES POUR L'ÉVACUATION RAPIDE D'UN BLESSÉ

Après avoir prévenu le CHU ou les pompiers et leur avoir expliqué clairement la situation de l'accidenté, le chef de chantier ou le secouriste devra :

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger,
- Ne pas couper la communication avec les secours, attendre que le correspondant raccroche,
- Laisser quelqu'un auprès du téléphone avant l'arrivée effective des secours (sauf si téléphone portable).

7.8. AFFICHAGE OBLIGATOIRE RÉGLEMENTAIRE

Consignes de sécurité :

Les consignes de sécurité sur l'ensemble du chantier seront affichées dans le bureau de chantier et les vestiaires du personnel. Ces consignes seront lisibles par tout le personnel travaillant sur ce chantier.

Rappel :

- 1° Liste des numéros d'appels d'urgence**
- 2° Consignes de premiers secours**
- 3° Les gestes de premiers secours**
- 4° Liste des secouristes présents sur le chantier**
- 5° Liste du personnel présent sur le site**

OPPBTP
Ouvriers du BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18 **112** **15**
Pompiers **Centre d'appels secours** **Samu**
et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
en face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)
... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)
... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



AT A 01 06

8. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES

8.1. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)

Les PPSPS, établis suivant le Guide pratique OPPBTP, comporteront notamment l'analyse rigoureuse des processus de travail :

- a) Analyse détaillée des procédés et modes opératoires impliquant la sécurité et la santé des travailleurs,
- b) Définition des risques prévisibles en découlant,
- c) Définition des mesures de protections collectives retenues,
- d) À défaut, de façon exceptionnelle, définition des mesures de protections individuelles retenues,
- e) Définition des modalités du contrôle de l'application des mesures de prévention,
- f) Définition des modalités du contrôle de l'entretien des moyens matériels prévus, (grues, pelleuse, monte-charges...),
- g) Mesures prises pour permettre les adaptations particulières (éventuellement nécessaires) des protections collectives.

L'analyse distinguera les risques induits :

- Par l'activité des autres entreprises,
- Par les caractéristiques du chantier ou de son environnement (circulation, exploitation dangereuse...)
- Par les processus de travail de l'entreprise elle-même vis-à-vis des autres intervenants.
- Par les processus de travail de l'entreprise vis-à-vis de ses propres salariés.
- L'entrepreneur utilisera le cadre ci-joint pour l'analyse des tâches, suivant la méthode des 5M, et établira une fiche pour toutes les tâches nécessitant une description précise de la méthode de mise en œuvre.
- Le PPSPS mentionnera également les modalités d'accueil sur le chantier du personnel (y compris le personnel intérimaire et les travailleurs indépendants).
- L'entrepreneur titulaire, chargé du lot Gros œuvre, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adressent avant toute intervention leur PPSPS à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à L'OPPBTP accompagné, s'ils sont déjà donnés, des avis du médecin du travail et du CHSCT (ou Délégués du personnel).
- Ils adressent également les exemplaires nécessaires au coordonnateur SPS pour diffusion aux autres entreprises sur ses demandes au fur et à mesure des désignations.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier.

Les PPSPS peuvent être consultés par les membres du CHSCT (ou Délégués du personnel), le médecin du travail, les inspecteurs du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP. En outre, l'entrepreneur tient le PPSPS constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail et le conserve pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

RAPPEL IMPORTANT :

La réalisation de l'inspection commune et la remise de son PPSPS constituent les préalables incontournables de tout début d'intervention de chaque entreprise sur le chantier. Il importe, par conséquent, de les programmer au mieux en fonction de l'avancement global des travaux.

Pour ce faire, chaque entreprise informera le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le plus tôt possible, de la date de son début d'intervention et en tous cas au moins 15 jours à l'avance.

8.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS

L'attention des entreprises titulaires du marché est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte les modalités décrites au 7.1 ci-avant et le délai de 30 jour prévu, afin de déposer en temps opportun auprès du Maître d'Ouvrage les dossiers de demande d'agrément pour permettre la réalisation de l'inspection préalable et la remise du PPSPS de leurs sous-traitants avant la date d'intervention prévue. En tout état de cause, seuls les sous-traitants, préalablement autorisés par le maître d'œuvre et ayant diffusé un PPSPS (ou identifiés et intégrés dans le PPSPS de leur donneur d'ordre), peuvent intervenir sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra communiquer à son sous-traitant le PGC ainsi que les mesures d'organisation générale qu'elle aura retenues (PPSPS, etc.). Les modalités d'accueil des travailleurs indépendants sont identiques à celles prévues pour le propre personnel de l'entreprise.

8.3. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTÉRIEURES (DIUO)

Les entreprises communiqueront en fin d'opération, en plus du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et dans les conditions et formes demandées, tous documents " de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (Accès - Notices des installations Techniques - etc.).

8.4. PRINCIPES DE RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra immédiatement au Coordonnateur SPS tout accident du travail en prenant en compte les travaux sous-traités survenus sur le chantier. Tout accident fera à partir des éléments précis fournis par l'entreprise l'objet d'une analyse du CSPS et de l'entreprise. Des solutions concrètes et les corrections nécessaires seront mises en place par l'ensemble des acteurs afin que ce type d'accident ne se reproduise plus.

9. CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail)

9.1. CONSTITUTION DU C.I.S.S.C.T.

Le chantier dépassant les 10 000 hommes/jour, un C.I.S.S.C.T. sera mis en place par le CSPS, il sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux.

9.2. REPRESENTATION ET ROLE

- Délibérative : MOE, SPS, Entrepreneurs et Sous-traitants, un Représentant des Salariés ou à défaut un délégué du personnel
- Consultative : Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, Médecine du Travail
- Présidence : Coordonnateur SPS

Le rôle du C.I.S.S.C.T. est de définir des règles communes afin d'assurer le respect des mesures Sécurité Protection de la Santé, applicables sur le chantier (notamment les actions de sensibilisation et d'information des salariés).

Il doit aussi vérifier la mise en œuvre des règles prescrites par le collège lui-même ou par le coordonnateur.

9.3. AFFICHAGE

La liste des représentants du C.I.S.S.C.T. est affichée sur le chantier

9.4. REUNION

Au moins une réunion par trimestre avec visite du chantier. Le GO mettra à disposition un local sur le chantier.

Les réunions s'effectuent pendant les heures de travail, sauf gravité d'une situation. La première réunion dès la présence d'au moins deux entreprises sur le chantier. Abstention aux réunions, les entreprises n'occupant au moins 10 salariés pendant au moins 4 semaines, sauf si elles doivent exécuter des travaux à risques particuliers.

9.5. CONVOCATION

Réunion trimestrielle : la convocation doit parvenir minimum 15 jours avant la réunion avec l'ordre du jour.

Autre réunion possible, à la demande de la majorité, à la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés, pour un accident du travail grave.

9.6. REGLEMENT

Un projet de règlement du C.I.S.S.C.T. est joint en annexe au PGC. Ce document est évolutif, toute modification apportée en cours de chantier sera obligatoirement communiquée à tous les intervenants.

10. ANNEXES

Règlement du C.I.S.S.C.T.

Réglementation sur les échafaudages roulants métalliques préfabriqués

Réglementation sur l'échafaudage de pied

Mémo-pratique P.P.S.P.S.

Installations d'accueil et d'hygiène sur chantier

La boîte de secours de l'unité de travail

Schéma type d'une installation électrique de chantier

Document d'Harmonisation de l'Organisation des Livraisons (D.H.O.L.)

Fiches memento prévention OPPBTP



PROJET DE REGLEMENT DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Article 1 - Constitution et durée

Le CISSCT sera constitué conformément à l'Article L4532-10 du Code du Travail, par le maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage constitue le collège 21 (vingt et un) jours au plus tard, avant le début des travaux (Article R. 4532-77).

L'adoption du règlement du CISSCT sera validée conformément à l'article R 4532-92.

Le CISSCT cessera ses activités sur sa décision, lors d'une dernière réunion, et au plus tard à la réception des travaux par le Maître de l'Ouvrage.

Article 2 - Les Missions du CISSCT

Elles sont définies par les articles L. 4532-13 et L. 4532-14 du Code du Travail, et comprennent, en outre :

- Vérifier que l'application du PGC et des PPSPS soit effective sur le chantier
- Contribuer à la coordination des mesures prises ou à prendre pour assurer le respect des règles de sécurité et santé, par rapport à l'ordonnancement prévisionnel des tâches.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures votées par les membres du collège
- Examiner les suggestions, ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par le CISSCT
- Examiner les éventuels accidents du travail survenus sur le chantier de façon à procéder à leurs analyses et à mettre en place les mesures correctives.
- Voir aussi l'article 13

Article 3 - Responsabilités

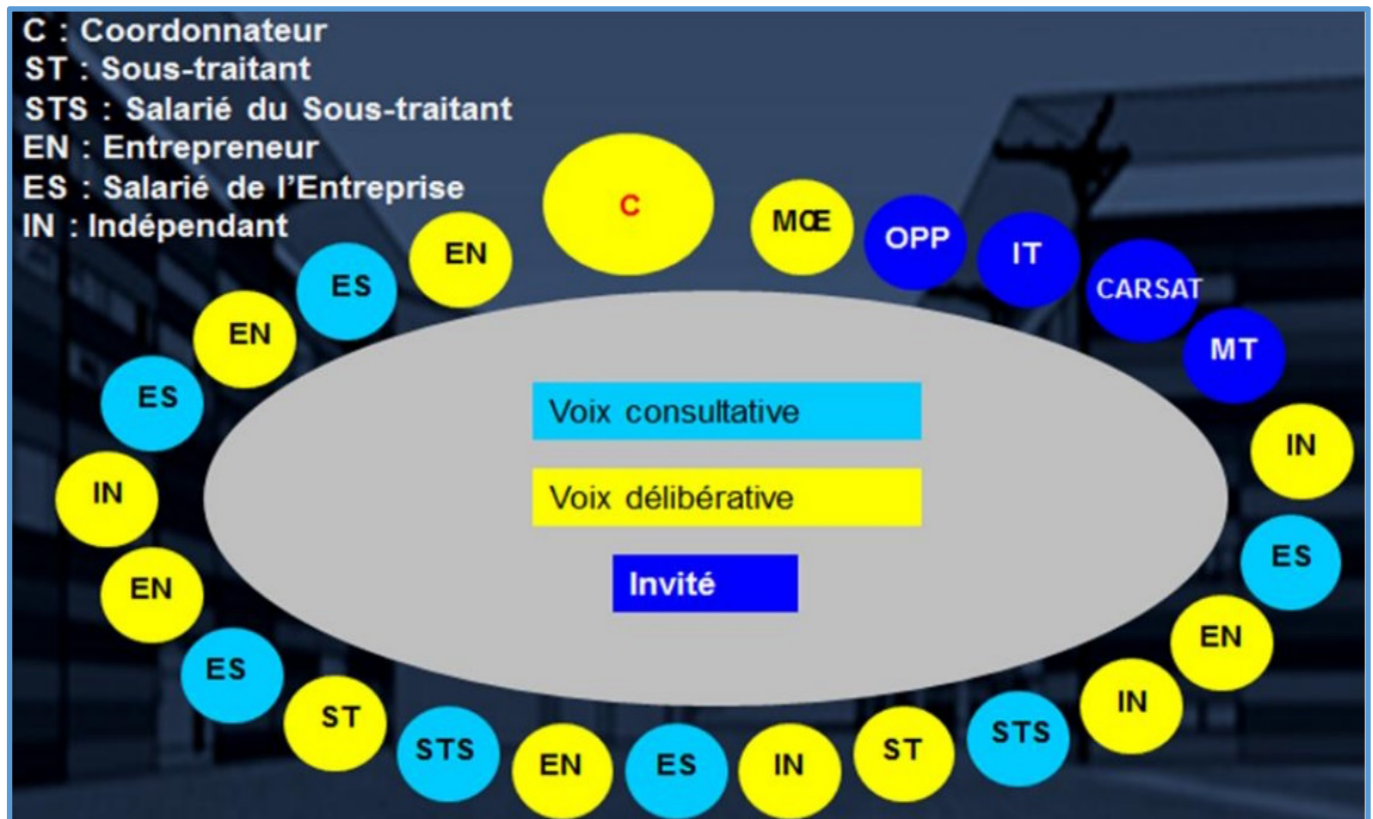
L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du Code du Travail
- Les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liants au Maître de l'Ouvrage
- Les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes en matière d'hygiène de sécurité, de santé et des conditions de travail

Article 4 - Composition

Le collège comprendra des membres ayant une voix délibérative :

- Le Président étant le coordonnateur SPS phase réalisation
- Le Maître d'œuvre
- Le coordonnateur conception s'il y a lieu
- Un représentant désigné et ayant pouvoir pour chaque entreprise intervenant sur le chantier



Des membres ayant une voix consultative :

- Un représentant salarié, de chaque entreprise, effectivement employé sur le chantier, désigné par le CHSCT, ou à défaut par le délégué du personnel ou désigné par les membres de l'équipe appelés à intervenir sur le chantier.

Autres membres pouvant assister à titre consultatif :

- L'inspecteur du Travail
- L'OPPBT
- La Carsat
- Les médecins du travail de chaque entreprise, dûment convoqués par chaque entreprise

Article 5 - Attributions du président

Le président :

- Convoque les membres du collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires,
- Fait adopter le règlement du CISSCT,
- Arrête l'ordre du jour des réunions,
- Porte à l'ordre du jour les questions des membres du collège,
- Préside les réunions,
- Rédige les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le Collège et les conserve pendant 5 ans,
- Signe les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le Collège et les conserve pendant 5 ans,
- S'assure de l'application des mesures prises par le collège,

Article 6 - Adoption des décisions

Les décisions du collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives. (Voir article 4)

Article 7 - Convocations aux réunions

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, 15 jours avant la réunion à tous les membres du collège et aux participants.

Sauf à la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

- L'ordre du jour, arrêté par le président est annexé à la convocation.
- Le procès-verbal de la précédente réunion est annexé à la convocation.
- À la suite de cette convocation, les membres disposent d'un délai de 8 jours afin de faire porter à l'ordre du jour, toute question relevant de la compétence du CISSCT
- Sont tenues de participer aux travaux du collège, les entreprises qui :
- Soit interviendront plus de 4 semaines consécutives ou non, et emploieront sur le chantier, au moins 10 salariés (art R4532-82)
- Soit exécuteront au moins un des travaux à risques particuliers (art R4532-82)

Article 8 – Réunion d'adoption du règlement du CISSCT

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- L'adoption du règlement du collège

Chaque entreprise devra, avant cette réunion, communiquer les noms de ses 2 représentants (entreprise, salarié) art R 4532-80 et R 4532-81. L'ensemble des entreprises doivent être obligatoirement représentées.

Article 9 - Réunions plénières

Articles R. 4532-85 et R. 4532-86 du Code du Travail.

Première réunion suivant l'ouverture du chantier

Le président convoque les membres du collège et les participants à la réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10-1 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité maximum de 3 mois. Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier. Art R 4532-86

Le président peut en cas de nécessité, provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est réunie :

- A la demande de la majorité de représentants ayant voix délibératives
- A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés
- A la suite de tout accident ayant eu lieu ou ayant pu entraîner des conséquences graves
- Dans le cas de règlement des difficultés prévues à l'article 12 - 1^{er} alinéas

Objet

Les réunions plénières sont consacrées à l'examen des seules questions en matière de conditions de travail qui concernent l'ensemble des entreprises. Outre les points prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus, elles comprennent notamment :

- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion
- La lecture et l'examen du rapport, éventuellement réalisés par le Président, relatif à la période qui s'est écoulée depuis la dernière réunion,
- L'examen des suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège pour la coordination générale de sécurité et de santé,
- Chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, dans un esprit de prévention des accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au secrétariat du collège, dans les 48 heures, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier, ces notes comprendront les informations suivantes :

- La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé
- Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normale ou occasionnelle) et la situation vis-à-vis de la médecine du travail des intéressés.

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux validés et établis par le Président et transmis par lui, à tous les membres du collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Article 10 - Applications des décisions

Les décisions du collège sont exécutoires et s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Article 11 - Litiges

Tout différend en matière d'hygiène sécurité des conditions de travail entre entreprises fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière.

Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du collège à propos des mesures décidées par le Collège

Article 12 – Infractions aux règles de fonctionnement du CISSCT

Toute infraction aux règles du collège sont passibles d'une pénalité de 5ème classe * 1500 euros, 3000 euros en cas de récidive (tarif à la date de création du document)

Article L4532-11 - Les opinions que les travailleurs employés sur le chantier émettent dans l'exercice de leurs fonctions au sein du collège interentreprises ne peuvent motiver une sanction ou un licenciement.


Article R4741-5 - Est puni de la peine d'une pénalité prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait, pour l'entrepreneur ou le sous-traitant :

- 1° De ne pas avoir laissé les travailleurs émettre des opinions pendant les réunions du collège ou de les avoir sanctionnés ou licenciés, en méconnaissance de l'article L. 4532-11 ;
- 2° De ne pas avoir fait mentionner dans les contrats de sous-traitance l'obligation de participer à un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, en méconnaissance de l'article L. 4532-12 ;
- 3° De ne pas avoir laissé aux travailleurs désignés comme membres du collège le temps nécessaire pour assister aux réunions du collège ou d'avoir refusé de rémunérer ce temps comme temps de travail en méconnaissance de l'article L. 4532-15 ;
- 4° De ne pas avoir désigné de représentants au collège en méconnaissance de l'article R. 4532-80 ;
- 5° De ne pas avoir participé ou d'avoir empêché son représentant de participer aux réunions du collège dans les conditions prévues aux articles R. 4532-85 et R. 4532-86.

La récidive est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

Article 13 – Objectifs du CISSCT

Le CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

Quelques thèmes qui sont abordés au CISSCT (Liste non exhaustive des points qui seront abordés par le collège sous l'égide de son président)		
THEMES ABORDES	LES ACTIONS	QUAND / COMMENT
Les accès	<ul style="list-style-type: none"> -Le maintien des accès de chantier, -La continuité des accès aux différents niveaux -L'organisation des accès aux poste de travail, -La sécurisation des franchissements, -Le maintien des accès aux véhicules de chantier... 	Par phase de travaux, -En tenant compte de l'environnement du chantier et des contraintes de circulation, -Des conditions climatiques et de la luminosité,
Les approvisionnements	<ul style="list-style-type: none"> -Adapter et faciliter les approvisionnements horizontaux, -Mécaniser les approvisionnement verticaux (levage), -Définir et faire évoluer les aires de stockage à l'avancement des travaux, -Organiser l'évacuation des déchets, 	Par phase de travaux -Par masse de type (colisage et élingage, préhension) ... -En adéquation avec le DHOL,
La sécurité au poste de travail	<ul style="list-style-type: none"> -En maintenant les protections collectives contre les chutes, en obturant les trémiés (pose et entretien des protections collectives) -En sécurisant les zones de travaux, L'entretien et le suivi des plateformes et échafaudages communs, -La protection contre les heurtes de charges ou de matériel, -Les moyens de protection contre les risques issus de l'environnement de travail (incendie, expositions CMR, bruit, poussières...), 	Par phase de travaux -En privilégiant la protection collective et en application des Principes Généraux de Prévention. -Formation et information des travailleurs (art R 4532-87).
Les réseaux / énergies / eau / besoins...	<ul style="list-style-type: none"> -En s'assurant de la vérification obligatoire de la fiabilité des installations électriques de chantier, -De puissance nécessaire au fonctionnement du matériel, -De la distribution pertinente des énergies au plus proche des postes de travail, -De répartition des éclairages de circulation et de secours, 	Par phase de travaux -A l'avancement de l'ouvrage.
Les interfaces / Coactivités	<ul style="list-style-type: none"> -En identifiant les situations simultanité liés aux interventions successives, -En faisant un point les effectifs, -En évaluant les risques liés à cette simultanité (chutes d'objets, heurt, projections, bruit...), -Proposer des solutions portant sur le planning ou sur des séparations physiques des tâches... 	Par phase de travaux -A l'avancement de l'ouvrage.
Les incidents et accidents chantier	<ul style="list-style-type: none"> -En alertant le collège des causes de l'incident qui pourraient être facteur de risque, -En informant le collège des conséquences et des causes liés à l'accident, -En votant des actions correctives à mettre en œuvre par le collège, -En mettant en place des formations spécifiques liées à la spécificité du chantier et de son environnement. 	Pendant toute la durée du chantier -En mettant en place les mesures correctives adoptées lors de la réunion du CISSCT, -En application des Principes Généraux de Prévention. -Formation et information des travailleurs (art R 4532-87).
Les installations d'hygiène / base vie	<ul style="list-style-type: none"> -En faisant un point les effectifs et la capacité d'accueil de la « base vie », -En s'assurant de l'entretien et du nettoyage des locaux, -En s'assurant de l'approvisionnement des consommables hygiène. 	Pendant toute la durée du chantier -Vérifiant le calendrier de fréquence des jours de nettoyage. -En contrôlant avec le collège la présence des consommables et la fréquence de leurs approvisionnement.
L'organisation des premiers secours	<ul style="list-style-type: none"> -En s'assurant que l'affichage « APPEL DES ECOURS EN CAS D'ACCIDENT » est en place, -De la présence de la listes des sauveteurs secouristes du travail. 	Pendant toute la durée du chantier -En vérifiant les affichages obligatoires.

Cette fiche traite de
l'installation et de
l'utilisation sur
le chantier des
échafaudages roulants
métalliques préfabriqués.

Les échafaudages roulants métalliques préfabriqués

Les échafaudages roulants (Fig. 1) doivent toujours être choisis et installés en fonction des travaux à effectuer et des risques encourus par les travailleurs. Ne jamais construire un échafaudage :

- avec des tubes métalliques affaiblis par la corrosion,
- avec des éléments de modèles différents qui n'ont pas été conçus pour être assemblés.

Un échafaudage préfabriqué roulant de plus de 2,50 m de hauteur est choisi de préférence ayant la marque NF.

INSTALLATION

Seul un personnel formé et âgé d'au moins 18 ans peut être autorisé à accéder aux échafaudages en cours de montage ou de démontage en vue de réaliser ces opérations sous la direction d'une personne compétente.

■ Sécurité des monteurs

Le personnel chargé du montage et du démontage doit être équipé :

- d'un casque avec jugulaire,
- de gants de protection,
- de chaussures de sécurité.

Montage et démontage en sécurité

Avant que les monteurs n'accèdent au plancher supérieur, celui-ci est équipé de garde-corps mis en place depuis le plancher inférieur protégé.

Les garde-corps sont :

- soit intégrés à la structure de l'échafaudage (garde-corps de montage et d'exploitation en sécurité) ;
- soit intégrés en mode opératoire (garde-corps provisoires de montage permettant de mettre en sécurité les garde-corps définitifs).

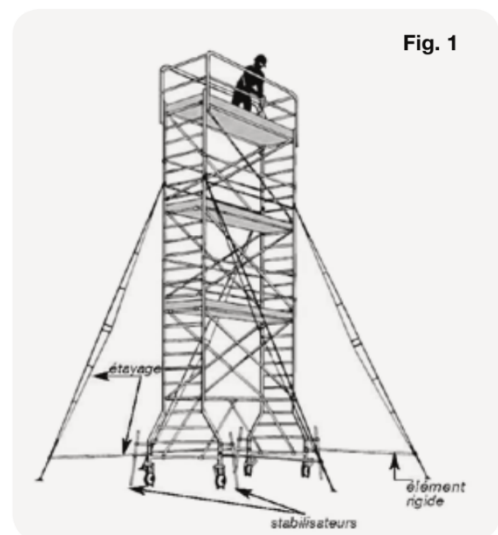


Fig. 1

Il est préférable lors d'un achat d'opter pour la première solution, obligatoire pour tous les matériels NF. Cependant, la seconde est adaptable sur tout échafaudage roulant déjà en exploitation. Il suffit de mettre en place un plancher tous les 2 mètres environ comme pour tout échafaudage à montage en sécurité.

Lorsque l'échafaudage ne permet pas d'être monté en sécurité, il faut faire appel à la protection individuelle. Le harnais doit être relié à un point d'ancrage par un antichute à rappel automatique. Ce point d'ancrage est choisi sur l'ouvrage, au-dessus du poste de travail.

■ Ossature

Les échafaudages roulants doivent être installés sur un sol plan, horizontal, résistant et débarrassé de tout objet. Si un calage est nécessaire pour compenser une dénivellation, de grandes précautions doivent être prises par la suite pour les déplacer afin d'éviter leur basculement. Les échafaudages doivent être entretoisés et contreventés.

■ Stabilité

Certains modèles possèdent plusieurs types de stabilisateurs. Il convient d'utiliser ceux convenant à la hauteur de l'échafaudage roulant mis en place.

Le domaine d'application de la norme NF EN 1004 concerne seulement les échafaudages roulants :

- utilisés en intérieur dont la hauteur plancher est < 12 m,
- utilisés en extérieur à une hauteur plancher < 8 m avec un vent < 45 km/h.

La stabilité des échafaudages roulants est testée suivant des valeurs conventionnelles, notamment avec un vent de 45 km/h. Au delà, il est nécessaire de les démonter ou de les amarrer.

Pour un usage exceptionnel dépassant les conditions ci-dessus, il sera nécessaire de se rapprocher du constructeur pour définir les mesures complémentaires à prendre. Lors du déplacement de l'échafaudage, vérifier sur la notice la configuration maximale prévue pour le déplacement (rapport hauteur sur base) (**Fig. 2**).

■ Stabilité d'ensemble. Renversement

- Si l'échafaudage est conçu pour être rehaussé, il doit exister des étayages complémentaires permettant d'assurer sa stabilité.
- Les roulettes doivent être solidaires de l'échafaudage par construction. Lorsqu'elles sont porteuses en position d'utilisation, elles doivent être bloquées en translation et en orientation (**Fig. 3**).
- Les assemblages doivent pouvoir être, après montage, bloqués par un dispositif approprié de façon à supprimer tout jeu dans la construction terminée.

■ Planchers

Les échafaudages roulants métalliques préfabriqués conformes à la norme NF EN 1004, comportent des planchers préfabriqués dont les charges d'utilisation sont de 150 daN/m² (classe 2) ou 200 daN/m² (classe 3) :

- les planchers doivent être assujettis à l'ossature de l'échafaudage par un dispositif adapté, de manière à ne pouvoir ni basculer, ni se déplacer ;
- la charge de service est visiblement indiquée sur l'échafaudage ainsi que sur chacun des planchers ;
- les planchers doivent être installés horizontalement.

■ Protection contre les chutes

Les planchers doivent être munis sur leurs 4 côtés :

- de garde-corps constitués de 2 lisses placées l'une entre 1 m et 1,10 m, l'autre à mi-hauteur au-dessus du plancher ;
- de plinthes d'une hauteur de 0,10 m à 0,15 m.

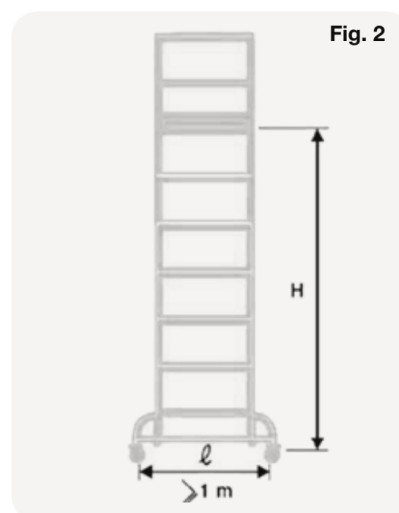


Fig. 3
Roulette avec déport



■ Moyen d'accès

Les moyens d'accès doivent faire partie intégrante de l'échafaudage : l'accès se fait impérativement par l'intérieur de l'échafaudage. Le moyen le plus employé est l'échelle. Elle peut être verticale ou mieux inclinée (à échelons ou à marches). La protection contre les chutes est assurée en installant d'une part, des planchers intermédiaires avec garde-corps au maximum à la hauteur indiquée par la notice du fabricant pour permettre le montage en sécurité, d'autre part, par des lisses horizontales installées tous les 0,50 m environ entre le garde-corps du plancher et le plancher supérieur. Les trémies d'accès des échelles aux planchers sont généralement protégées par une trappe à fermeture automatique. Les trémies doivent être décalées d'un plancher à l'autre.

EXAMENS

Les échafaudages utilisés sur les chantiers doivent, avant leur mise ou remise en service, faire l'objet d'un examen d'adéquation, d'un examen de montage et d'installation, ainsi que d'un examen de leur état de conservation. Ces examens doivent être renouvelés notamment :

- à la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois ;
- à la suite de toute défaillance ayant entraîné ou non un accident ;
- après tout effort anormal ou incident ayant pu provoquer un désordre ;
- à la suite d'un démontage, d'une modification ou du remplacement d'un ou plusieurs éléments.

Les dates et les résultats des examens ainsi que les noms et qualités des personnes qui les ont effectués, doivent être consignés sur le registre de sécurité.

UTILISATION

Les échafaudages doivent en particulier être calés, fixés et munis de dispositifs tels que stabilisateurs et étayages, afin qu'ils ne puissent ni se déplacer, ni basculer.

Le déplacement d'un échafaudage roulant ne doit pas être effectué :

- par du personnel se trouvant sur le plancher et faisant effort sur une structure fixe ;
- avec du personnel sur le plancher ou dans l'ossature.

Au cours des déplacements de l'échafaudage prendre garde, notamment, aux obstacles, trous et lignes électriques aériennes.

Les échafaudages roulants ne doivent pas être surchargés. Les planchers seront débarrassés de tout ce qui est inutile et les charges uniformément réparties.

Répandre du sable (par exemple) sur les planchers rendus glissants par le verglas ou la neige.

Sur un plancher d'échafaudage, il ne faut jamais : sauter, laisser tomber des objets pesants, riper des pièces lourdes et monter sur le garde-corps.

Toujours laisser les protections en place.

DÉMONTAGE

Avant de démonter un échafaudage, s'assurer qu'il est calé et stabilisé. Le démontage de l'échafaudage doit être effectué dans l'ordre inverse du montage. Ne démonter les contreventements, les étayages et les stabilisateurs qu'au fur et à mesure, afin d'éviter l'effondrement ou le renversement de l'échafaudage.

ENTRETIEN

- Protéger par une peinture anti-corrosion les échafaudages en acier non galvanisé.
- Traiter périodiquement les colliers, axes de rotation et organes de réglage à l'aide d'un produit dégrippant et lubrifiant.
- Surveiller les assemblages.
- Éliminer les éléments déformés ; ne pas tenter de les redresser.

RÉGLEMENTATION

- Code du travail

DOCUMENTS À CONSULTER

- Les échafaudages de service n° 5. Les échafaudages roulants
Fiche Prévention n° B2 F 05 09 - Édition OPPBTP
- Les échafaudages de pied métalliques fixes
Fiche Prévention n° B2 F 01 09 - Édition OPPBTP
- Echafaudages roulants de service en éléments préfabriqués
Norme NF EN 1004

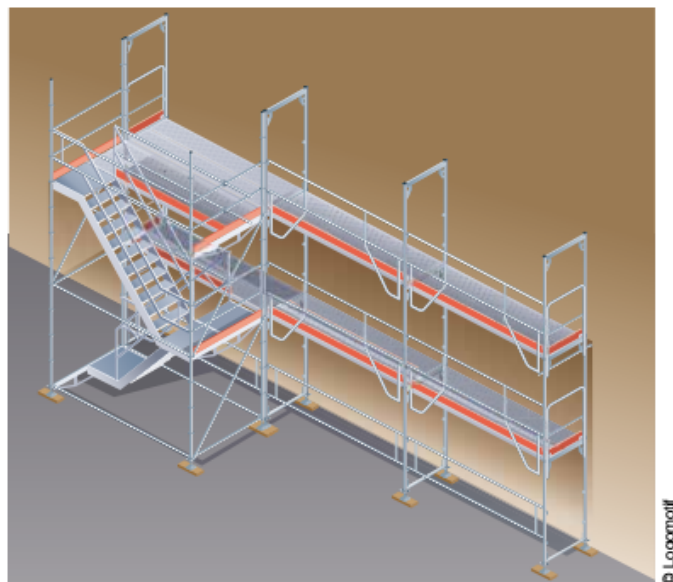
OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex
www.preventionbtp.fr

Choix d'un équipement de travail en hauteur

Échafaudage de pied

- PIR-PIRL
- Échafaudage roulant
- **Échafaudage de pied**
- Échafaudage sur consoles
- Échafaudage sur tréteaux
- PEMP à élévation multidirectionnelle
- PEMP à élévation verticale
- Plate-forme de travail se déplaçant le long de mât(s)
- Plate-forme suspendue à niveau variable



Le choix d'un équipement de travail en hauteur approprié est un élément essentiel aussi bien pour de bonnes conditions de travail des opérateurs et la prévention des risques que pour la réalisation d'un travail de qualité dans les délais impartis.

Chaque équipement de travail a un domaine d'utilisation préférentiel suivant ses caractéristiques techniques et la tâche à réaliser. Cette fiche décrit de façon succincte :

- le domaine et les conditions d'utilisation de l'échafaudage de pied ;
- les avantages et les contraintes de cet équipement.

Un échafaudage de pied est un équipement de travail à structure métallique assemblée à partir d'éléments préfabriqués, reposant sur le sol ou sur des appuis solides, par l'intermédiaire de platines et de vérins. Il est équipé de moyens d'accès, de planchers de travail, de garde-corps et de dispositifs de stabilisation.

L'échafaudage de pied est utilisé pour des travaux importants dans un plan vertical (maçonnerie, ferrailage, façades...) ou oblique (charpente, couverture...) réalisés parfois à très grande hauteur.



Choisir un échafaudage de pied à montage et démontage en sécurité (MDS) ayant le droit d'usage de la marque NF.

Conditions d'utilisation	Contraintes d'installation
<ul style="list-style-type: none"> • Formation à la conception, au montage-démontage, aux vérifications et à l'utilisation. • Connaissance de la notice de montage et d'utilisation. • Vérifications réglementaires de l'échafaudage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès, d'appui ou de stabilisation. • Obstacles (lignes électriques, enseignes, balcons, ouvertures en façade, regards...).

Avantages

- Mise en œuvre, accès et utilisation en protection collective.
Pour les grandes hauteurs et/ou les circulations importantes de personnels, équiper l'échafaudage d'escaliers juxtaposés et liaisonnés.
- Accessibilité à l'ensemble de la surface verticale contre laquelle l'échafaudage est positionné.
Planchers de travail tous les deux mètres environ.
- Stockage du matériel, des produits, des matériaux.
Six classes de charge (de 75 à 600 daN/m²) en fonction des travaux à effectuer. Pour les travaux du BTP, les échafaudages commercialisés commencent à la classe 2.
- Présence simultanée de plusieurs travailleurs.
Respecter la classe de charge et veiller aux conditions de circulation.
- Grandes hauteurs et vastes surfaces de travail, éventuellement à géométrie complexe.
Hauteur jusqu'à 24 m en respectant la notice du fabricant. Pour toute configuration non prévue dans cette notice ou au-delà de 24 m de haut, une note de calculs et un plan de montage et de démontage sont établis par des personnes compétentes.
- Possibilité d'isoler le chantier de l'environnement extérieur (intempéries, poussières, projections) à l'aide de filets, de bâches ou de tôles de bardage.
Renforcer la densité des ancrages suivant la notice du fabricant.
- Installation d'un appareil de levage sur l'échafaudage (poulie, treuil, monte-matériaux...) ou d'une goulotte d'évacuation de gravats.
Renforcer la structure et les amarrages dans le respect des préconisations du fabricant. Si nécessaire, justifier par note de calculs.
- Les échafaudages de pied entrent dans le champ de la marque « NF – Equipements de chantier ».
Choisir des matériels avec droit d'usage de la marque NF (recommandation OPPBTP).
- Mise en commun de l'échafaudage pour plusieurs entreprises (activités simultanées ou successives).
 - Respecter les préconisations du coordonnateur SPS.
 - Chaque entreprise utilisatrice réceptionne l'échafaudage.
 - Possibilité de modifications selon les besoins des différents corps d'état.
- Possibilité d'utiliser l'échafaudage comme protection collective périphérique contre les chutes.
 - Plan de travail horizontal.
 - Bas de pente de toiture.

Contraintes

- Temps de montage et de démontage important, à mettre en rapport avec la durée des opérations à effectuer.
Une étude comparative peut conduire à choisir un autre équipement de travail plus adapté aux conditions du site et au travail à effectuer (PEMP, plate-forme à ciseaux ou sur mâts, etc.).
- Nombreux éléments à manutentionner. Charge physique importante.
 - Utiliser les remorques de transport et conditionner les éléments dans des racks de stockage.
 - Privilégier le recours à la mécanisation (treuils électriques, monte-matériaux).
 - Préférer les échafaudages en aluminium qui pèsent deux fois moins lourds que ceux en acier.
- Nécessité de disposer de la notice du fabricant ou du plan de montage.
La personne qui dirige le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent doivent disposer de la notice du fabricant ou du plan de montage et de démontage sur le chantier.
- Formation obligatoire et spécifique du personnel.
Concerner l'ensemble des opérateurs intervenant dans les quatre domaines : conception, montage-démontage, vérifications et utilisation de l'échafaudage de pied.
- Attestation de compétences.
Le chef d'entreprise délivre une attestation de compétences aux salariés chargés de concevoir, de monter-démonter, de modifier, de vérifier ou d'utiliser un échafaudage de pied.
- Vérifications réglementaires.
Le chef d'entreprise doit vérifier ou faire vérifier l'échafaudage utilisé par son personnel suivant les prescriptions réglementaires détaillées en annexe ci-après.
- Nécessité d'assurer une protection contre le risque de chute de hauteur lors du montage, du démontage ou de la transformation d'un échafaudage.
 - Tous les échafaudages « NF » disposent de garde-corps de montage et d'exploitation qui répondent aux exigences du guide ED 6074 « Echafaudages MDS de façade – Guide de conception et de choix » (CNAMTS, INRS, OPPBTP).
 - Le montage-démontage ou la modification d'un échafaudage autre que « MDS » conduit à utiliser un système d'arrêt de chute (en respectant les instructions des notices des fabricants de l'échafaudage et de l'EPI).
- Pour installer un échafaudage sur le domaine public, nécessité d'obtenir l'autorisation d'occupation auprès du gestionnaire de la voirie.
Les mesures imposées par le gestionnaire de voirie peuvent avoir des conséquences sur le choix de cet équipement.

Contexte réglementaire spécifique

- « Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées », Art. R.4323-69 : 1^{er} alinéa.
- Vérification avant mise ou remise en service comprenant :
 - un examen d'adéquation ;
 - un examen de montage et d'installation ;
 - un examen de l'état de conservation.
- Vérification journalière comprenant un examen de l'état de conservation.
- Vérification trimestrielle comprenant un examen approfondi de l'état de conservation.

Réglementation

- Code du travail
Articles R4323-69 à 80 – Échafaudages
- Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004
Travaux temporaires en hauteur
- Arrêté du 21 décembre 2004 relatif
aux vérifications des échafaudages
- Circulaire DRT 2005/08 du 27 juin 2005

À consulter

Documentation

- Les échafaudages de service – Généralités.
Fiche prévention B2 F 01 09, OPPBTP.
- Les échafaudages de service – II. Les échafaudages métalliques fixes de pied : constitution et installation.
Fiche prévention B2 F 02 11, OPPBTP.
- Les échafaudages de service – Règles complémentaires de construction des échafaudages métalliques fixes de pied.
Fiche prévention B2 F 03 09, OPPBTP.
- Les échafaudages de pied métalliques fixes.
Fiche prévention B2 F 06 09, OPPBTP.
- Rapport de vérification avant mise en service de l'échafaudage de pied.
Fiche pratique, OPPBTP.
- Rapport de vérification journalière d'un échafaudage de pied.
Fiche pratique, OPPBTP.
- Rapport de vérification trimestrielle d'un échafaudage de pied.
Fiche pratique, OPPBTP.
- Procès-verbal de mise à disposition d'un échafaudage par un prestataire échafauteur.
Fiche pratique, OPPBTP.
- Procès-verbal de mise à disposition d'un échafaudage par une entreprise titulaire du lot échafaudage.
Fiche pratique, OPPBTP.
- Recommandation R 408, CNAMTS
Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied.
- Échafaudages MDS de façade
Guide ED 6074, CNAMTS, INRS, OPPBTP.
- Prévention des risques de chutes de hauteur
Guide ED 6110, CNAMTS, INRS, OPPBTP.

Normes

- NF EN 12810-1 & 2. Échafaudages de façade à composants préfabriqués.
- NF EN 12811. Parties 1 à 3.
Équipements temporaires de chantier
- NF EN 13374.
Garde-corps périphériques temporaires

OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex - 01 46 09 27 00 - www.preventionbtp.fr

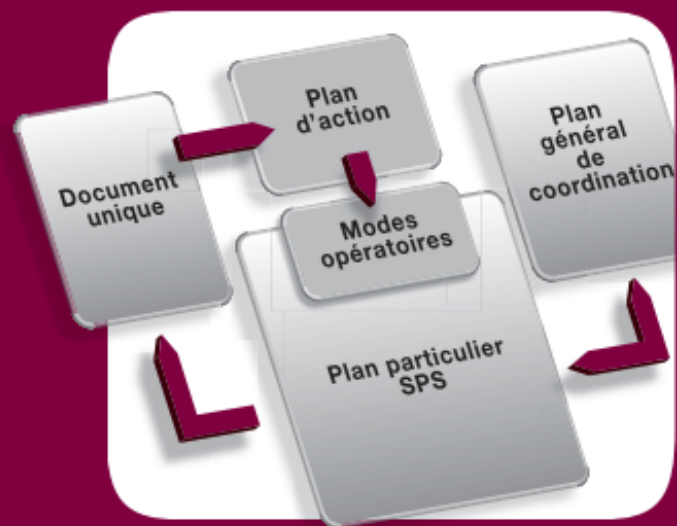
Fiche Prévention - J1 F 03 14 - © oppbtp 2014 - Edition : mai 2014

Conforme à la
réglementation en
vigueur à la date
de parution.



LE PPSPS

Pourquoi et comment le créer



RÉFÉRENCES PRÉVENTION

<https://content.preventionbtp.fr/documentations/X2S9r8Up3yZXug5kRytziY/download>



LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET D'HYGIÈNE SUR CHANTIER

Il appartient à chaque employeur de mettre à disposition des travailleurs des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance et, si besoin, des douches. Certaines spécificités s'appliquent néanmoins pour les chantiers de courte durée.



© Frédéric Vielcanet

▲ Généralement visibles de l'extérieur, les installations d'accueil font partie de l'image de marque de l'entreprise.

1 Pourquoi effectuer cette démarche ?

Il est absolument nécessaire de permettre à chaque travailleur d'assurer sa propreté individuelle sur les chantiers.

2 Qui est concerné ?

Tout chef d'entreprise employant au moins un salarié doit mettre à disposition du personnel les installations adaptées.

3 Quel est le contenu ?

Type d'installation	Mesures à respecter	D*	Code du travail
Vestiaires collectifs			
Local dédié	Les vestiaires collectifs et les lavabos sont installés dans un local dédié, de surface convenable, isolé des locaux de travail et de stockage, et placé à proximité du passage des travailleurs. Pour les chantiers souterrains, et sauf exception, le local doit être installé au jour.	✓	R.4228-2 R4534-139
Entretien	Ces locaux sont tenus en état constant de propreté. Le sol et les parois sont tels qu'ils permettent un nettoyage efficace.	✓	R.4228-3
Aération et chauffage	Locaux aérés et convenablement chauffés.	✓	R.4228-4
Personnel mixte	Installations séparées en présence de travailleurs masculins et féminins.	✓	R.4228-5
Sièges	Nombre suffisant de sièges.	✓	R.4228-6
Armoires	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables : – Permettant de suspendre 2 vêtements de ville ; – Munies d'une serrure ou d'un cadenas ; – Comprenant, le cas échéant, un compartiment réservé aux vêtements de travail qui sont susceptibles d'être souillés de matières dangereuses, salissantes ou malodorantes.	✓	R.4228-6
Sanitaires			
Lavabos	Un lavabo à eau potable et à température réglable pour 10 travailleurs maximum. Des moyens de nettoyage, de séchage ou d'essuyage appropriés sont mis à la disposition des travailleurs. Entretien chaque fois que cela est nécessaire.	✓	R.4228-7

Le + prévention

Chantiers de courte durée

Sur les chantiers courts, lorsque les installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet peuvent être utilisés pour permettre aux travailleurs d'assurer leur propreté individuelle, de disposer de cabinets d'aisance, de vestiaires et, si possible, de douches.



LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET D'HYGIÈNE SUR CHANTIER

Le + réglementation

Des dérogations aux règles ci-contre sont possibles pour les chantiers d'une durée inférieure à 4 mois sous certaines conditions précisées aux articles R.4534-137 à R.4534-145 du Code du travail.

Le + doc

Sur www.preventionbtp.fr :

• Fiches :

- Installations d'accueil et d'hygiène sur chantier, *La fiche juridique du magazine Prévention BTP*, n° 223, octobre 2018
- Nettoyage et hygiène des bottes, *Réf. H3 F 02 13*
- Installations de solutions d'hygiène provisoires, *Fiche Prévention et performance*



Type d'installation	Mesures à respecter	D*	Code du travail
Sanitaires			
Douches	Des douches sont mises à disposition des travailleurs réalisant des travaux insalubres et salissants. La température de l'eau des douches est réglable. Le local est tenu en état constant de propreté, le sol et les parois du local des douches permettant un nettoyage efficace		R.4228-8 R.4228-9
WC	1 cabinet d'aisance et un urinoir pour 20 hommes. 2 cabinets pour 20 femmes, comportant chacun un récipient pour garnitures périodiques. Les WC doivent être : – Séparés hommes / femmes, si le personnel est mixte, – Séparés des autres locaux et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, – Equipés de chasse d'eau et de papier hygiénique, – Aérés et convenablement chauffés. Le sol et les parois permettent un nettoyage efficace et un nettoyage / désinfection au moins 1 fois par jour.	✓	R.4228-10 à R.4228-15
Restauration et repos			
Local de restauration	Dans les établissements d'au moins cinquante salariés, l'employeur, après avis du comité social et économique, met à leur disposition un local de restauration pourvu : – De sièges et de tables en nombre suffisant ; – D'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude, pour 10 usagers ; – D'un moyen de conservation ou de réfrigération des aliments et des boissons ; – D'une installation permettant de réchauffer les plats. – Après chaque repas, nettoyage du local et des équipements qui y sont installés.	✓	R.4228-22 R.4228-24
Emplacement pour se restaurer	Si moins de 25 travailleurs souhaitent prendre habituellement leur repas sur le chantier, l'employeur met à leur disposition un emplacement leur permettant de se restaurer dans de bonnes conditions de santé et de sécurité. Il peut être aménagé dans les locaux affectés au travail, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte pas l'emploi ou le stockage de substances ou de mélanges dangereux. Après chaque repas, nettoyage de cet emplacement et des équipements qui y sont installés.	✓	R.4228-23 R.4228-24
Local de repos	A défaut de local de repos, et en dehors des heures de repas, le local ou l'emplacement de restauration peut être utilisé comme local ou emplacement de repos. Les sièges doivent comporter des dossiers.	✓	R.4228-25

* Dérogations possibles pour les chantiers d'une durée inférieure à 4 mois.

La boîte de secours de l'unité de travail

Sur les lieux de travail,
le personnel doit
disposer d'une
boîte de secours,
afin que toute blessure
puisse être soignée
rapidement.

Le contenu de la boîte de secours doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie, que les interventions du secouriste du travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une unité de travail, le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des sites de travail.

Certains produits, dont l'emploi exige un contrôle médical parce qu'ils ne sont pas toujours bien tolérés, seront réservés à des cas particuliers. La composition proposée dans ce document pourra évidemment être modifiée selon l'avis du médecin du travail, en fonction des risques de l'entreprise.

Trousse simple ou coffret muni d'une poignée ou d'un dispositif d'attache mural, en plastique ou en métal, la boîte de secours doit être inaltérable, indéformable, résistante aux chocs et étanche à la poussière.

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule

- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap anallergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum ⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

(1) vérifier la date de péremption du flacon du Dacryosérum

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.

La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.

DOCUMENTS À CONSULTER

- Le secourisme dans l'entreprise, textes et règlements
Fiche Prévention A5 F 01 10 - Edition OPPBTP
- Formation du sauveteur-secouriste du travail
Fiche Prévention A7 F 02 12 - Edition OPPBTP

OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex

Tél : 01 46 09 27 00

www.preventionbtp.fr

Installation électrique provisoire de chantier

Bien qu'une installation électrique de chantier présente un caractère provisoire, elle doit obligatoirement être réalisée, dès sa création, en conformité avec la réglementation.

Cette fiche précise les conditions d'application des règles d'utilisation de l'électricité lors de la conception d'une installation électrique de chantier ; elle aborde également les mesures à prendre durant les phases de réalisation, d'entretien et de contrôle.

Mesures générales de prévention

1.1. Caractéristiques des chantiers

Les chantiers sont des lieux soumis aux intempéries, à la poussière, etc., et les risques d'incidents mécaniques sont constants. Le chantier sera donc considéré comme un emplacement de travail humide dans lequel mieux vaut éviter de porter ou de maintenir les masses à un potentiel supérieur à 25 V.

1.2. Définition des risques

Deux types de risques existent.

- **1.2.1.** Le contact direct

Le contact direct est le contact entre un travailleur et des pièces conductrices *habituellement* sous tension.

- **1.2.2.** Le contact indirect

Le contact indirect est le contact entre un travailleur et des masses mises *accidentellement* sous tension à la suite d'un défaut d'isolement.

1.3. Protections

- **1.3.1.** La protection réglementaire contre le risque de *contact direct* est essentiellement préventive. Il est nécessaire de mettre hors de portée les pièces conductrices sous tension soit par éloignement soit au moyen d'écran ou par isolation.
- **1.3.2.** La protection contre le risque de *contact indirect* associe l'interconnexion des masses reliées à une prise de terre ou à un ensemble de prises interconnectées avec un système de détection de défaut. Celui-ci induit une signalisation dans le cas de défaut non dangereux et une coupure dans le cas de défaut risquant de porter les masses à un potentiel supérieur à 25 V (protection différentielle). La réalisation d'une prise de terre du type ceinturage à fond de fouille, facilite l'interconnexion. Si l'on utilise des appareils électriques avant l'existence du ceinturage à fond de fouille, il y a lieu de créer des prises de terre provisoires. Toutes les masses des appareils placés en aval d'un même dispositif de protection doivent être obligatoirement interconnectées.

- **1.3.3.** Dans tout circuit terminal, et notamment sur le circuit d'alimentation de chaque machine, doit être placé un dispositif de coupure d'urgence permettant de couper en charge tous les conducteurs actifs en une seule manœuvre.
- **1.3.4.** Tous les calibres de fusibles et tous les réglages de relais thermiques doivent être choisis suivant la norme NF C 15-100 en fonction des machines ou des canalisations électriques qu'ils protègent.

Étude des risques à la conception (voir schémas types en fin de fiche)

En considérant, d'une part, la gravité du risque électrique sur les chantiers, d'autre part, la possibilité d'assurer aisément une protection complémentaire contre certains types de contact direct, il est obligatoire, comme indiqué à la partie 7-704 de la norme NFC 15-100, d'ajouter aux mesures préventives des paragraphes 1.3.1. et 1.3.2., l'utilisation de dispositifs différentiels à haute sensibilité (10 ou 30 mA).

Avant l'installation du chantier, celui-ci doit être découpé sur plan en plusieurs parties, appartenant chacune à l'une des zones ci-après :

- zone A comportant seulement le risque de contact indirect ;
- zone B comportant à la fois les risques de contact direct et de contact indirect.

Ces zones B sont généralement les parties d'installation électrique qui, pour suivre l'avancement des travaux, sont réalisées en câbles volants. Or, la conservation de l'isolation de ces câbles est difficile à réaliser, celle-ci subissant constamment des dégradations de toutes natures. De plus, ces câbles sont la plupart du temps à la portée des travailleurs ou à même le sol.

Zone A

La protection doit toujours associer l'interconnexion et la mise à la terre des masses à l'emploi d'un dispositif de coupure automatique dont le fonctionnement doit répondre aux conditions du paragraphe 1.3.2.

Zone B

Dans ces zones où l'on craint les contacts directs, il est conseillé, en plus des protections type zone A et des protections préventives énumérées au paragraphe 1.3.1., d'installer une protection différentielle à haute sensibilité adaptée à la distribution envisagée.

L'appareil différentiel de coupure à haute sensibilité est actuellement la meilleure protection connue contre le risque évoqué ci-dessus. Dans le cas d'alimentation d'appareil unique, le transformateur de séparation assure une sécurité du même ordre. Le mieux est d'éviter autant que possible la création de zone B, par exemple, en installant des câbles enterrés.

Zones de travaux se trouvant à proximité de lignes aériennes

Au travers de la réglementation DT DICT, l'employeur qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou

d'installations électriques s'informe auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Au vu de ces informations, l'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'ils manutentionnent, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, notamment, à une distance inférieure à :

- trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 volts ;
- cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 volts.

Afin de déterminer les distances minimales à respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension, il est tenu compte :

- de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique ;
- de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements, notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe, ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés (articles R.4534-108 et R.4523-109).

L'ensemble de ces mesures est pris avec les exploitants concernés.

Construction et entretien de l'installation

Il est facile de réaliser de bonnes installations, à condition que les travaux soient exécutés par du personnel compétent, suivant les règles en vigueur (NF C 15-100 et autres), avec du matériel en bon état et adapté aux services qu'il aura à assurer. Seul l'usage d'armoires électriques correctement conçues et comportant les dispositifs de protection appropriés permet la réalisation d'installations sûres.

La mise à la terre étant obligatoire, il est nécessaire de prévoir des câbles d'alimentation comportant un conducteur de protection incorporé.

Les installations électriques doivent être surveillées. Le personnel doit être informé de l'organisation de cette surveillance.

Consignes

Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.

Un travailleur est habilité dans les limites des attributions qui lui sont confiées. L'habilitation, délivrée par l'employeur,

spécifie la nature des opérations qu'il est autorisé à effectuer (articles R.4544-9 et R.4544-10).

Avant de délivrer l'habilitation, l'employeur s'assure que le travailleur a reçu la formation théorique et pratique qui lui confère la connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre afin d'intervenir en sécurité lors de l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

L'employeur délivre, maintient ou renouvelle l'habilitation selon les modalités contenues dans les normes mentionnées à l'article R.4544-3.

L'employeur remet à chaque travailleur un carnet de prescriptions établi sur la base des prescriptions pertinentes de ces normes, complété, le cas échéant, par des instructions de sécurité particulières au travail effectué.

Vérification des installations électriques de chantier

● **Au démarrage du chantier**, ou lors de modifications de structure de l'installation électrique, une vérification avant mise en service de l'installation doit être faite.

Cette vérification doit être effectuée par un organisme accrédité. Toutefois, pour les installations dont la puissance est inférieure à 100 kVA dans les bâtiments de 1^{er} et 2^e catégories au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail, une personne qualifiée peut également réaliser cette vérification. Cette personne qualifiée est une personne ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes, et elle doit exercer régulièrement l'activité de vérification.

● **Durant le chantier**, une vérification périodique doit être effectuée au moins une fois par an. Ces vérifications peuvent être réalisées par une personne qualifiée ou par un organisme accrédité.

Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés établis suivant les instructions réglementaires (arrêté du 26 décembre 2011).

Il y a lieu, tout particulièrement :

- de faire des mesures d'isolement, de vérifier la continuité des circuits de protection interconnectant les masses ;
- de vérifier l'état de fonctionnement du contrôleur permanent d'isolement ou du seuil et de la temporisation éventuelle des dispositifs à courant différentiel résiduel ;
- de mesurer la valeur de la résistance des prises de terre, valeurs qui doivent être en rapport avec les appareils de protection choisis et le rôle qui leur est imparti.

Il y a lieu de vérifier le bon fonctionnement des appareils de protection, le calibre des fusibles et le réglage des relais thermiques.

La date de chaque vérification doit être portée au registre de sécurité, ainsi que le nom et la qualité de la personne qui les a effectuées. L'inspecteur du travail peut, à tout moment, mettre en demeure le chef d'établissement de faire procéder à la vérification de tout ou partie de l'installation par un vérificateur accrédité.

Documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier même

- Un plan schématique du chantier où sont indiqués, en particulier, les passages des câbles enterrés.
- Le registre de sécurité où sont consignées, par ordre chronologique, les dates et la nature des vérifications.
- Les rapports des vérifications initiales et périodiques.
- Les justifications des travaux et modifications effectués afin de remédier aux défauts constatés dans les rapports précités.

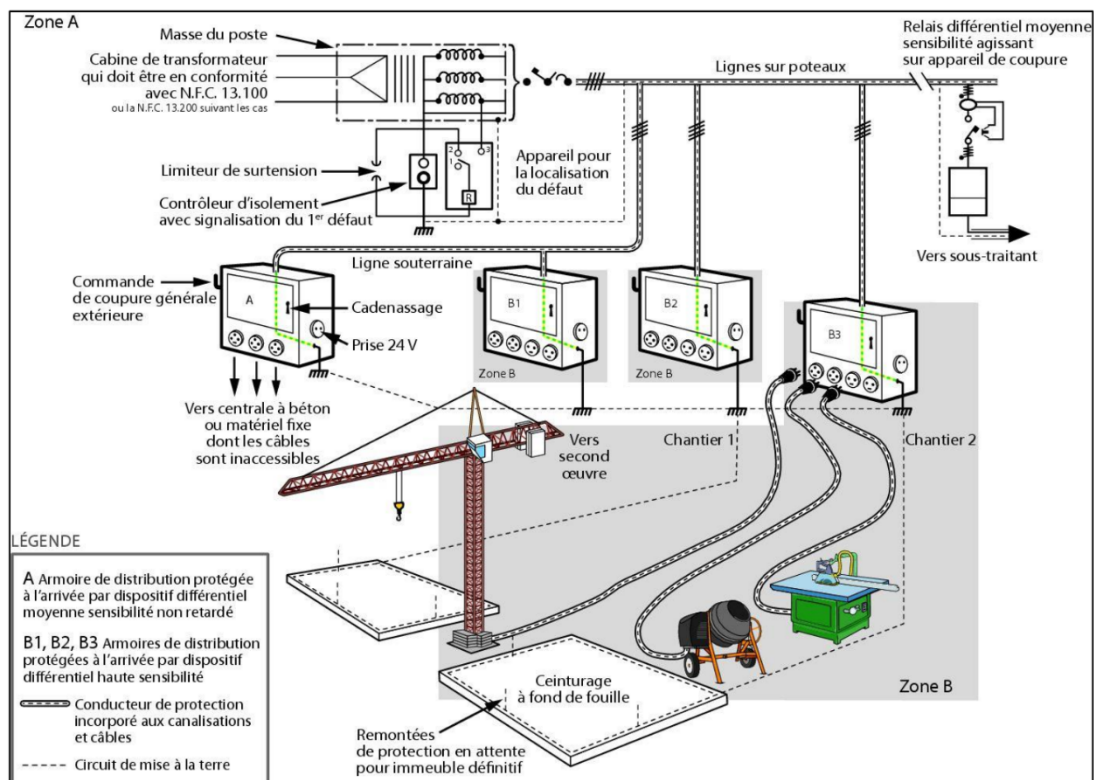
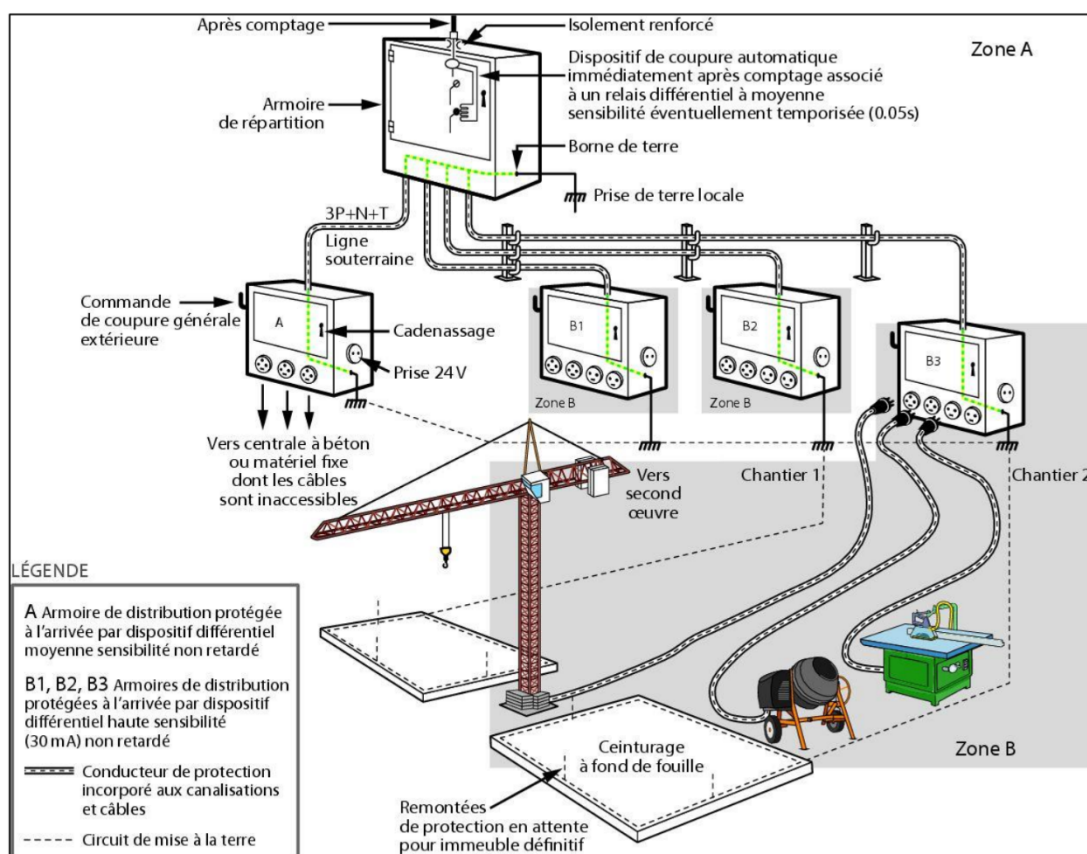
DOCUMENTS À CONSULTER

- **Norme française NF C 15-100**
Installations électriques à basse tension
- **Armoires et coffrets électriques pour installations de chantier en basse tension**
Fiche prévention G4 F 01 12 – Édition OPPBTP
- **Installation électrique provisoire pour l'éclairage des chantiers**
Fiche prévention G1 F 02 12 – Édition OPPBTP
- **Installation électrique provisoire intérieure des chantiers de bâtiment**
Fiche prévention G1 F 03 12 – Édition OPPBTP

RÉGLEMENTATION

- **Code du travail**
 - Obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail : décret 2010-1016 du 30 août 2010 et art. R.4226-1 à R.4226-21.
 - Dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail : décret 2010-1017 du 30 août 2010 et art. R.4215-1 à R.4215-11.
 - Opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage : décret 2010-1118 du 22 septembre 2010 et art. R.4544-1 à R.4544-11.
 - Distances de sécurité : art. R.4534-108 et R.4534-109.
- **Arrêté du 10 octobre 2000**
 - Périodicité, objet et étendue des vérifications des installations électriques et contenu des rapports relatifs à ces vérifications.
- **Arrêté du 22 décembre 2011**
 - Compétence des personnes chargées des vérifications périodiques des installations électriques.
- **Arrêté du 26 décembre 2011**
 - Processus et contenu des rapports de vérification des installations électriques.





Document D'Harmonisation de L'Organisation des Livraisons

L'Opération

**RECONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT DE
« LA ROCHE AUX FEES » A JANZE (35 150)**

Maitre d'Ouvrage


**Centre Hospitalier « La Roche Aux Fées »
4 rue Armand Jouault
35 150 JANZE Cedex**

Maître d'Œuvre

**AD QUATIO architectes
129 rue de Turenne
75003 PARIS**

Coordonnateur SPS



12 Avenue Jules Verne, 44230 Saint Sébastien sur Loire
Tél : 02 51 71 93 30  sps44@atae.fr

DHOL de l'opération	
Adresse du chantier	
Point GPS	
Accès au chantier	
Horaires de chantier	
Horaire de livraison	
Personne à contacter	
Plan d'accès au chantier	
Plan d'installation de chantier	

A compléter par le mandataire		
Et à remettre avec chaque bon de commande		
Coordonnées de l'entreprise		
Coordonnées de la personne à contacter pour toute livraison sur le chantier	Nom Téléphone	
Horaires de livraison		
Moyen de manutention sur place :	OUI	NON
Moyen de levage sur place :	OUI	NON
Dispositif de vitesse de vent :	OUI	NON*

* il appartient aux livreurs de disposer de ce dispositif (anémomètre)

Consignes particulières de l'entreprise :

Ex : Grue de chargement (R390) * annexe 2 du DHOL, copie à transmettre au CSPS

- * En cas de NON, il appartient au livreur de disposer de toute autorisation et EPI nécessaire

Annexe 2 DHOL

Points de contrôle	C ⁵	NC ⁶	Observations
Adéquation du moyen de levage à la charge à lever			
La charge à manutentionner est compatible avec les abaques de la grue à la portée déterminée. <ul style="list-style-type: none"> • Poids total à lever (Charge + accessoires) (t) • Capacité de la grue (t) <ul style="list-style-type: none"> - à la portée voulue - à la hauteur voulue - dans la configuration définie Nature de la charge et effets induits (Exemple : Manipulation de liquide)			
Adéquation des accessoires de levage			
Adéquation de ou des accessoires au mode d'élingage			
Adéquation de la grue à son environnement			
Accès au chantier : <ul style="list-style-type: none"> • La route d'accès est-elle adaptée (largeur, résistance, inclinaison.) 			
Calcul des appuis <ul style="list-style-type: none"> • La surface de calage est adaptée au terrain <i>Nota : bien prendre en compte des zones hétérogènes pouvant exister dû à des réseaux enterrés (caniveaux, canalisation.)</i>			
Distance au bord des remblais, fossé ou fouilles <ul style="list-style-type: none"> • La distance aux remblais, fossés ou fouilles est adaptée <i>Une distance minimale de 2m doit être respectée</i>			
Visibilité : <ul style="list-style-type: none"> • La visibilité est satisfaisante durant l'ensemble de l'opération de levage sur la charge et la zone de travail. A défaut un chef de manœuvre a été désigné et dispose d'un moyen de communication avec le grutier • Pour les opérations de livraison effectuées de nuit un éclairage adapté doit être prévu afin d'assurer un niveau d'éclairage compatible avec la manutention à réaliser. 			
Environnement particulier : <ul style="list-style-type: none"> • Survol de voies publiques ou privées • Lignes électriques (Caténaires, lignes Haute Tension) • ... 			
Interférence avec des appareils de levage : <ul style="list-style-type: none"> • Existence de mesures pour éviter l'interférence entre appareils (Grue à tour, élévateur de personnes...) 			
Prise en compte des conditions climatiques <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un système d'alerte météo sur le chantier. (temps orageux, vitesse de vent) • Prise en compte de la météo dans les opérations de levage • ... 			
Prise en compte des obstacles fixes : <ul style="list-style-type: none"> • Respect des distances de sécurité de la charge sur le cheminement prévu <i>Nota : minimum de 60cm</i>			

⁵C = Conforme⁶NC = Non Conforme

Date :

Société :

Nom et signature

(Le responsable de la société ou son représentant désigné pour faire cet examen d'adéquation)

Fiches memento prévention OPPBTP

ALCOOL - DROGUE

**PERTE DE
VIGILANCE
DIMINUTION
DES RÉFLEXES**

➔ **Ne pas conduire de véhicule
sous l'emprise d'alcool ou de drogue**



Lors d'un contrôle, si le taux d'alcool par litre de sang est de :

0,5 à 0,79 g/l

- perte de 6 points sur le permis de conduire + amende

à partir de 0,8 g/l

- retrait immédiat du permis + forte amende

En cas d'accident, sanctions pénales

BRUIT

SURDITÉ



- ➔ Réduire le bruit à la source
- ➔ Limiter la durée d'exposition au bruit
- ➔ Porter les protections auditives dès 80 dB(A)

Une exposition plus ou moins longue à un son intense entraîne une surdité irréversible.

Exemples d'intensité de bruit

Camion	80 à 85 dB(A)	Pistolet peinture	91 à 115 dB(A)
Compresseur	85 à 95 dB(A)	Scie circulaire	103 à 106 dB(A)

CIRCULATION

ROUTIÈRE

**ACCIDENT
DE LA ROUTE**



- ➔ Mettre la ceinture de sécurité
- ➔ Respecter les limitations de vitesse



- ➔ Entretien de son véhicule
- ➔ Ne pas téléphoner au volant
- ➔ Ne pas conduire après prise d'alcool, drogue, médicaments



**SITE/
CHANTIER**

**HEURT,
ÉCRASEMENT**

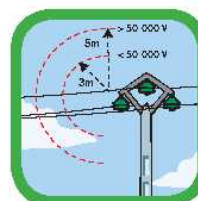


- ➔ Respecter les consignes de sécurité et le plan de circulation
- ➔ Porter un gilet de signalisation

**ÉLECTRICITÉ
(TRAVAUX NON ÉLECTRIQUES)**

**ÉLECTRISATION
ÉLECTROCUTION**

- ➔ Respecter les distances de sécurité au voisinage de réseaux aériens et souterrains



Distances de sécurité :

Réseau aérien nu

- 3 mètres < 50 000 V
- 5 mètres > 50 000 V

Réseau souterrain

- > 1,50 m

ENVIRONNEMENT



POLLUTION (AIR, SOL, EAU)

- ➔ Limiter l'utilisation de moteurs thermiques
- ➔ Utiliser de préférence des produits « verts »
- ➔ Collecter, trier et évacuer les déchets
- ➔ Signaler et traiter toute pollution accidentelle



FOUILLES



ÉBOULEMENT ENSEVELISSEMENT

- ➔ Baliser les fouilles
- ➔ Blinder ou taluter les fouilles en tranchée ou en puits
- ➔ Réaliser et entretenir les accès
- ➔ Ne pas surcharger les abords de la fouille ni approcher d'engins



FUMÉES - ARC - POUSSIÈRES



INTOXICATIONS BRÛLURES DES YEUX

- ➔ Placer des écrans opaques au droit des postes de soudage
- ➔ Aspirer les fumées et les poussières de soudure à la source
- ➔ Porter les équipements de protection individuelle
- ➔ Ne pas regarder un rayonnement de soudure sans protection contre les ultraviolets



GAZ



En cas d'endommagement de réseau gaz

AVEC FUITE

- ➔ Arrêter immédiatement les engins et les matériels de chantiers
- ➔ S'éloigner de la zone pour appeler:
 - les secours (18 ou 112)
 - l'opérateur du réseau concerné
- ➔ Aménager une zone d'exclusion vide de toute présence humaine
- ➔ Accueillir les secours dès leur arrivée
- ➔ Ne jamais essayer de colmater la fuite ou d'éteindre le gaz enflammé, ni manœuvrer un robinet



SANS FUITE

- ➔ Alerter immédiatement l'exploitant au numéro figurant sur la DICT

HAUTEUR (POSTE DE TRAVAIL)



CHUTE DE PERSONNES



- ➔ Protéger les postes de travail en hauteur (baies, échafaudages) en mettant les garde-corps
- ➔ Utiliser l'échelle comme moyen d'accès; la fixer en tête et en pied
- ➔ Être formé pour monter et utiliser un échafaudage de pied ou roulant
- ➔ S'assurer que l'échafaudage a été vérifié avant utilisation

PLAIN-PIED (POSTE DE TRAVAIL)



- ➔ Nettoyer et ranger son poste de travail
- ➔ Obturer les trémies et les caniveaux

LEVAGE - MANUTENTIONS MÉCANIQUES



**RUPTURE DES ACCESSOIRES
CHUTE DE LA CHARGE**

- ➔ Utiliser uniquement les appareils prévus pour le levage
- ➔ Respecter la charge maximale d'utilisation (CMU)
- ➔ Amarrer et équilibrer la charge (angle d'élingage de 60°)
- ➔ Réformer les sangles et élingues endommagées
- ➔ Ne pas accompagner les charges à la main lors des manutentions



Les accessoires de levage doivent être vérifiés tous les ans.

MANUTENTIONS MANUELLES



LUMBAGO

- ➔ Organiser les manutentions (transport, stockage, utilisation)
- ➔ Se faire aider si la charge est lourde ou volumineuse
- ➔ Se rapprocher de la charge à soulever, être stable et avoir une bonne prise en main



NACELLE - PEMP



**BASCULEMENT
RENVERSEMENT**

- ➔ Établir une autorisation de conduite
- ➔ Désigner une personne au sol pour appeler les secours
- ➔ Prendre en compte l'environnement
- ➔ Respecter les consignes d'utilisation de l'engin



BANCHE



BASCULEMENT

- ➔ Stabiliser les panneaux de coffrage à l'aide de compas ou de lests
- ➔ Décrocher les élingues de la grue dès que la banche est stabilisée



PRODUITS DANGEREUX



BRÛLURES
CHIMIQUES
INTOXICATIONS
MALADIES

- ➔ Lire l'étiquette pour connaître le danger
- ➔ Respecter les consignes d'utilisation (notice de poste ou FDS)
- ➔ Fermer les récipients et les ranger après usage
- ➔ Ne pas transvaser les produits



■ Ancien étiquetage ◆ Nouvel étiquetage

SECOURS



ACCIDENT
SUR SITE OU
CHANTIER

- ➔ Protéger la zone pour éviter un autre accident, couvrir la victime
- ➔ Alerter le sauveteur-secouriste du travail (SST)
- ➔ Appeler les secours d'urgence (18, 112 ou 15)
- ➔ Secourir

